

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LE CHÔMAGE

ET LE

PLACEMENT EN FRANCE

PENDANT LA GUERRE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Jeudi 5 Février 1920, à 3 h. 1/2

PAR

PAUL IZARD

Diplômé de l'Ecole des Hautes Études Commerciales

Président : M. TRUCHY

*Suffragants : { MM. JAY
ALLIX } Professeurs*

PARIS

LIBRAIRIE MODERNE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ERNEST SAGOT & Cie

19, RUE CUJAS ET RUE VICTOR-COUSIN, 10

1920

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

*La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les thèses ;
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.*

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LE CHÔMAGE

ET LE

PLACEMENT EN FRANCE

PENDANT LA GUERRE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Jeudi 5 Février 1920, à 3 h. 1/2

PAR

PAUL IZARD

Diplômé de l'Ecole des Hautes Études Commerciales

Président : M. TRUCHY

Suffragants : { MM. JAY
ALLIX } *Professeurs*

PARIS

LIBRAIRIE MODERNE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ERNEST SAGOT & Cie

19, RUE CUJAS ET RUE VICTOR-COUSIN, 10

1920





Digitized by the Internet Archive
in 2026

A la mémoire de mon Père.

LE CHOMAGE

ET LE

PLACEMENT EN FRANCE

PENDANT LA GUERRE

INTRODUCTION

« Le décret du 31 juillet 1914, ordonnant la mobilisation générale des armées de terre et de mer, eut pour contre-coup fatal un arrêt presque complet de la vie industrielle et commerciale dans tout le pays. »

C'est en ces termes, absolument justes, que le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale, par une circulaire du 29 décembre 1915, définissait la perturbation provoquée sur le marché du travail par l'ouverture des hostilités.

Plus de la moitié des établissements industriels et commerciaux se trouvèrent paralysés. Plus de deux millions de travailleurs étaient réduits au chômage.

A leur nombre venait s'ajouter, d'ailleurs, près d'un million de personnes évacuées des départements envahis et de la Belgique.

La production mondiale, complètement subordonnée aux nécessités immenses de la guerre, se ralentit fatalement dans les industries ne servant pas à la guerre elle-même et non indispensables à l'entretien des populations civiles. De là, le chômage qui se produisit dans des proportions jusqu'alors inconnues. La situation était très grave. Il faut, en effet, remarquer que le caractère social du chômage de guerre est très différent de celui qui résulte des crises économiques. Dans ce dernier cas, l'arrêt du travail provient d'ordinaire d'une surproduction antérieure; il ne risque donc pas d'atteindre le consommateur ou, du moins, il ne le touche que s'il est en même temps producteur et frappé directement par la crise; il n'y a pas insuffisance de produits; par suite, le seul devoir de la collectivité est de secourir le chômeur dont le pouvoir d'achat se trouve réduit, sinon supprimé. Mais l'aspect du chômage résultant de la guerre est très distinct du précédent. La crise n'a été la suite d'aucune surproduction; la société risque d'être atteinte dans ses besoins de consommation; chaque individu en souffre et l'Etat lui-même, dont les besoins sont centuplés par les nécessités de la défense nationale, peut en pâtir gravement. Ce n'est plus seulement au chômage des

individus qu'il s'agit de remédier, mais encore et surtout au chômage des industries, au moins des plus importantes. Le maintien du travail national exige alors, en dehors même de toute préoccupation de secours aux chômeurs, l'intervention de l'Etat. En même temps et à l'inverse, la production mondiale s'accrut et fut sollicitée à s'accroître dans des proportions pratiquement illimitées dans les industries qui répondaient aux besoins variés des armées en campagne. D'où appel de main-d'œuvre.

Il est clair que ces deux phénomènes, d'une part chômage, d'autre part appel de main-d'œuvre, ne pouvaient se compenser d'une manière absolue. En effet, toutes les victimes du chômage, dans certaines professions, ne possédaient pas les aptitudes requises pour répondre à l'appel de main-d'œuvre des professions favorisées. Cependant le passage d'un métier à un autre est possible pour un grand nombre de travailleurs; dans les conjectures dont il s'agit, ce passage s'effectua largement.

Les industriels pourvus de commandes, mais manquant du personnel nécessaire pour les exécuter, n'hésitèrent pas, à défaut de chômeurs de la profession, à embaucher des non-professionnels, sauf à les mettre au courant. Mais la difficulté résidait dans le recrutement. Sur le marché du travail bouleversé par la guerre, l'absence de services de placement bien organisés, centralisant les offres

et les demandes d'emploi s'est fait cruellement sentir. Employeurs et employés se sont, en quelque sorte, cherchés au hasard; ils ont perdu à se rencontrer un temps précieux pour eux, aussi bien que pour la collectivité.

La question du placement s'est posée d'une façon universelle. Elle a été mondiale, comme la guerre elle-même.

Dans la plupart des pays, les pouvoirs publics se sont préoccupés, depuis la guerre, d'organiser ou de perfectionner les services de placement.

En Grande-Bretagne, l'institution nationale des Bourses du travail a rendu d'immenses services (Labour-Exchanges) (1).

Au Danemark et en Norvège, les services de placement municipaux ont été développés et coordonnés par un office central relevant de l'Etat (2). Aux Pays-Bas, où le placement public était déjà très bien organisé avant les hostilités, de nombreux bureaux municipaux nouveaux ont été établis depuis le mois d'août 1914 (3).

Dans les pays ennemis, en Allemagne et en Au-

(1) Association française pour la lutte contre le chômage. Circulaire n° 25 du Secrétariat général.

(2) *Ibidem*, circulaires n°s 24 et 26.

(3) *Ibidem*, circulaire n° 28.

triche, des efforts ont été faits également en vue de la réorganisation du marché du travail (4).

Nous voudrions, dans ce travail, montrer comment le problème du chômage et du placement s'est posé dans notre pays et dans quelle mesure il a été résolu. La perturbation produite par la guerre dans notre marché du travail a secoué l'inertie générale et la routine bureaucratique. De toute nécessité, il fallait remédier à la crise du chômage, combler les vides creusés par la mobilisation, répondre aux besoins urgents de la défense nationale, faire renaître la vie économique. Sous l'aiguillon de cette impérieuse nécessité, les pouvoirs publics et l'initiative privée s'ingénierent à trouver des organisations nouvelles de placement. En même temps, les institutions déjà existantes de placement montrèrent une activité inconnue jusqu'alors.

On vit, à côté des anciens bureaux municipaux, se constituer de nouveaux organismes : Office central de placement des réfugiés et chômeurs, Office central de la main-d'œuvre agricole; Offices départementaux. Mais avant d'étudier le rôle de ces di-

(4) *Ibidem*, circulaire n° 36. L'organisation nationale du placement à l'étranger pendant la guerre.

Voir aussi sur le chômage et le placement en Espagne. Association française. *Ibidem*, circulaire n° 30, aux Etats-Unis. *Ibidem*, circulaire n° 35.

vers organes, anciens et nouveaux, nous devons rechercher quelle a été l'importance du chômage depuis le début des hostilités jusqu'à l'heure actuelle.

Notre étude se divisera en quatre chapitres :

Dans le premier, nous montrerons l'importance et les variations du chômage pendant la guerre;

Le second aura pour objet l'étude des bureaux municipaux;

Puis, dans le chapitre 3, qui sera le plus développé, nous décrirons la formation et le rôle des organismes nouveaux de placement : Office central, offices départementaux, organes de placement agricole;

Le chapitre 4 sera consacré à l'examen de la situation actuelle du marché du travail. Nous autorisant de l'expérience, nous pourrions alors formuler des conclusions relatives aux desiderata d'une organisation rationnelle du placement.

CHAPITRE PREMIER

Le Chômage depuis la Mobilisation jusqu'à l'heure actuelle

Lorsque la guerre éclata, aucune institution du temps de paix n'était en mesure de remédier à la grave situation due à la coïncidence de l'absence des moyens de production et de l'afflux de la main-d'œuvre. Les bureaux de placement des syndicats ouvriers et mixtes qui, au cours du premier semestre 1914, effectuaient encore 49.302 placements, se trouvaient désorganisés par la mobilisation même. D'ailleurs, plus des deux tiers de leurs placements concernaient les professions de l'alimentation. Les bureaux municipaux de placement, créés par la loi du 14 mars 1904, étaient manifestement insuffisants. En 1910, sur 260 villes de plus de 10.000 habitants, 127 seulement possédaient les bureaux de placement gratuits que cette loi leur imposait l'obligation de constituer. Un quart d'entre eux seulement

avaient une composition paritaire. Aucun n'exerçait son activité au delà de la commune.

Pris au dépourvu, les pouvoirs publics recoururent à la seule forme d'intervention alors possible : l'assistance.

Préoccupé d'assurer aux chômeurs un secours immédiat, le gouvernement institua, dès le 20 août 1914, un « Fonds national de chômage » (1). Ce fonds comporte trois modes d'assistance aux chômeurs :

1° Attribution de subventions exceptionnelles aux caisses de secours contre le chômage subventionnées habituellement en vertu du décret du 9 septembre 1905;

2° Subventions aux fonds de chômage créés par des communes urbaines de plus de 10.000 habitants (chiffre abaissé à 5.000 habitants par un décret du 9 janvier 1915) ou par les départements;

(1) Voir circulaire du Président du Conseil du 20 août 1914. Bulletin du Ministère du Travail 1914, p. 81. Voir également les textes fixant les conditions des subventions aux fonds de chômage, savoir : Circulaire du ministre du Travail du 10 septembre 1914, Bulletin 1914, p. 83. Décret du 24 novembre 1914, Bulletin 1914, p. 95. Circulaire du ministre du Travail du 8 décembre 1914, Bulletin de 1914, p. 101. Décret du 9 janvier 1915, Bulletin 1915, p. 2.

3° Rapatriements pour la durée de la guerre dans leur pays d'origine, par les soins de sociétés d'originaires, de personnes privées par la guerre de leur emploi ou de leurs ressources. Le ministre du Travail agréait les sociétés d'originaires, le ministre des Travaux publics délivrait les bons de réduction. Les compagnies de chemins de fer, sur le vu de ces bons, délivraient des billets à prix réduit; elles consentaient la réduction à demi-tarif; quart de place était payé par l'Etat, quart de place payé par les intéressés ou la société d'originaires.

Or, les chiffres relatifs au fonds de chômage nous renseignent sur l'intensité et la marche de la crise, soit par l'indication du nombre des chômeurs, soit par l'importance des fonds distribués.

L'histoire du chômage au cours de la guerre peut se diviser en trois périodes :

1° Depuis la mobilisation jusqu'au mois d'octobre 1914.

C'est à cette époque que la crise atteignit son maximum.

2° Depuis octobre 1914 jusqu'à l'armistice.

Durant cette longue période on vit une décroissance à peu près continue du nombre des chômeurs. Ce fait fut le résultat de l'ouverture et de la multiplication des usines de guerre, de la reprise partielle

de la vie économique, enfin des efforts accomplis en vue d'une organisation du placement.

3° A partir de l'armistice.

PREMIÈRE PÉRIODE

D'Août à Octobre 1914

Pour montrer que le chômage a atteint son point culminant en octobre 1914, il convient d'envisager les statistiques relatives aux mois postérieurs à octobre.

D'août à décembre 1914, les dépenses totales des fonds de chômage ont été les suivantes (1) :

La ville de Paris a dépensé du 22 août au 31 décembre 1914 35.574.479 francs, soit 269.503 francs par jour.

Les autres villes ont dépensé au total 8 millions 218.076 francs.

Le total des subventions aux fonds de chômage, 11.986.245 francs, représente 27,37 0/0 du total des dépenses : 43.792.555 francs.

Au cours de cette période de début, beaucoup de

(1) Bulletin du Ministère du Travail, janvier à avril 1915, page 24.

villes n'ont pu fournir le décompte du nombre des chômeurs secourus. En conséquence, on n'a pu dresser une statistique d'ensemble à cet égard.

Mais cette statistique a été possible en ce qui concerne la capitale.

Pour Paris, le nombre des chômeurs secourus, par semaine, s'est élevé aux chiffres suivants :

en août : 168.352, dont 79.642 hom. et 88.720 fem.
en septembre : 278.047, dont 128.868 h. et 149.179 f.
en octobre : 293.824 : dont 134.990 h. et 158.834 f.
en novembre : 278.592, dont 125.837 h. et 152.755 f.
en décembre : 243.939, dont 111.507 h. et 132.425 f.

On voit que le nombre de chômeurs, après avoir subi une hausse d'août en octobre et avoir atteint son maximum en octobre, a décliné ensuite d'une façon continue. En mars 1915, le nombre total était tombé à 179.163, soit 114.661. 39 0/0 de moins qu'en octobre 1914.

DEUXIÈME PÉRIODE

D'Octobre 1914 à l'Armistice

Examinons successivement Paris et les départements.

Le Bulletin du ministère du Travail a donné, par

période de seize jours, le relevé du nombre des chômeurs secourus par la ville de Paris (1).

La période de 16 jours a été choisie comme base au paiement des allocations et à l'établissement des statistiques. Elle facilite les paiements en donnant des nombres ronds pour le calcul des allocations de chef de ménage et pour le compte des majorations pour les autres chômeurs ou les personnes à la charge de la famille.

28 décembre 1914 — 12 janvier 1915..	230.775
13 janvier — 28 janvier.....	220.009
29 janvier — 13 février.....	214.602
14 février — 1 ^{er} mars.....	193.417
2 mars — 17 mars.....	188.611
18 mars — 2 avril.....	179.163
3 avril — 18 avril.....	163.794
19 avril — 4 mai.....	158.969
5 mai — 20 mai.....	147.289
21 mai — 5 juin	138.376
6 juin — 21 juin.....	126.443
22 juin — 7 juillet.....	125.100

(1) Voir Bulletin du Ministère du Travail, année 1915, p. 23, 135, 215, 282, 377.

1916, p. 46, 125, 150, 324, 429 et 514.

1917, p. 60, 149, 272, 398 et 531.

1918, p. 64, 213, 300, 405 et 548.

8 juillet — 23 juillet.....	118.441
24 juillet — 8 août.....	111.604
9 août — 24 août.....	113.067
25 août — 9 septembre.....	107.050
10 septembre — 25 septembre.....	103.472
26 septembre — 11 octobre.....	98.014
12 octobre — 27 octobre.....	96.831
28 octobre — 12 novembre.....	93.840
13 novembre — 28 novembre.....	89.576
29 novembre — 14 décembre.....	91.979
15 décembre — 30 décembre.....	89.773

La décroissance du nombre des chômeurs secourus a été en s'accroissant, quoique dans une proportion moins sensible, à partir du début de 1916.

31 décembre 1915 — 15 janvier 1916..	90.861
15 janvier — 31 janvier.....	87.325
1 ^{er} février — 16 février.....	88.362
17 février — 3 mars.....	86.592
4 mars — 19 mars.....	83.334
20 mars — 4 avril.....	82.660
5 avril — 20 avril.....	78.364
21 avril — 6 mai.....	77.018
7 mai — 21 mai.....	69.021
22 mai — 7 juin.....	67.534
8 juin — 23 juin.....	64.607
24 juin — 9 juillet.....	60.962

10 juillet — 26 juillet.....	59.416
27 juillet — 10 août.....	55.858
11 août — 26 août.....	53.279
27 août — 11 septembre.....	48.231
12 septembre — 27 septembre.....	47.662
28 septembre — 13 octobre.....	44.862
14 octobre — 29 octobre.....	41.412
30 octobre — 14 novembre.....	41.305
15 novembre — 30 novembre.....	39.414
1 ^{er} décembre — 16 décembre.....	38.980
17 décembre — 31 décembre.....	33.880

En 1917, on vit se poursuivre le mouvement de décroissance précédemment constaté.

2 janvier — 17 janvier 1917.....	35.916
18 janvier — 2 février.....	34.045
3 février — 18 février.....	32.535
19 février — 6 mars.....	32.749
7 mars — 22 mars.....	31.793
23 mars — 7 avril.....	31.779
8 avril — 23 avril.....	28.735
24 avril — 9 mai.....	28.976
10 mai — 25 mai.....	27.948
26 mai — 10 juin.....	26.365
11 juin — 26 juin.....	26.224
27 juin — 12 juillet.....	24.191
13 juillet — 28 juillet.....	25.001

29 juillet — 13 août.....	22.108
14 août — 29 août.....	22.498
30 août — 14 septembre.....	21.240
15 septembre — 30 septembre.....	20.289
1 ^{er} octobre — 16 octobre.....	18.622
17 octobre — 1 ^{er} novembre.....	16.885
2 novembre — 17 novembre.....	16.624
18 novembre — 3 décembre.....	15.265
4 décembre — 19 décembre.....	15.180
20 décembre — 4 janvier 1918.....	14.698

En 1918, continuation du mouvement de décroissance.

5 janvier — 20 janvier 1918.....	14.395
21 janvier — 5 février.....	14.356
6 février — 21 février.....	13.630
22 février — 9 mars.....	13.549
10 mars — 25 mars.....	12.550
26 mars — 10 avril.....	12.472
11 avril — 26 avril.....	12.227
27 avril — 12 mai.....	11.886
13 mai — 28 mai.....	11.929
29 mai — 13 juin.....	11.372
14 juin — 29 juin.....	11.648
30 juin — 15 juillet.....	10.445
16 juillet — 31 juillet.....	10.884
1 ^{er} août — 16 août.....	10.660

17 août — 1 ^{er} septembre.....	10.380
2 septembre — 17 septembre.....	10.542
18 septembre — 3 octobre.....	10.230
4 octobre — 19 octobre.....	10.386
20 octobre — 4 novembre.....	9.440
5 novembre — 20 novembre.....	9.734

La décroissance du chômage a tenu, nous l'avons dit, à l'ouverture d'usines de guerre, sans cesse plus nombreuses, à une reprise partielle de la vie économique, ainsi qu'aux efforts accomplis en vue d'organiser le placement.

Il est possible de calculer la mesure dans laquelle la diminution du nombre des chômeurs a tenu à des placements. Aux termes de l'article 3 du décret du 24 novembre 1914, l'admission aux secours est prononcée par des commissions nommées par le préfet et comprenant parmi leurs membres des patrons et des ouvriers en nombre égal. Ces commissions sont, en outre, appelées à se prononcer sur la suppression des secours aux chômeurs, soit pour cause de reprise du travail, soit pour fausse déclaration, cumul de secours avec l'allocation militaire, départ en province ou pour toute autre cause légitimant la radiation.

Les commissions paritaires, dans le but d'aider les chômeurs à trouver un emploi, se tiennent en

rapports permanents avec les offices municipaux ou départementaux de placement, avec les offices des syndicats et des sociétés mutualistes, etc.

Afin de rechercher quelle a été, dans les radiations effectuées, la part imputable à la reprise du travail, on a relevé par semaine, à côté des totaux des chômeurs secourus et des radiations, le nombre de radiations effectuées pour reprise du travail.

Voici, à cet égard, quelques chiffres puisés parmi ceux qu'a donnés le Bulletin du ministère du travail (1) :

(1) Voir les numéros précités du Bulletin.

	NOMBRE de chômeurs secourus	RADIATION pour reprise du travail	
		Nombre	Rapport au nombre total des radiat ^s %
28 déc. 1914—8 août 1915	2.317.193	100.641	71.2
9 août—17 octobre.....	518.434	24.266	75.8
28 oct. — 30 déc.....	365.168	12.924	75.2
31 déc. 1915—3 mars 1916	353.140	10.256	72.
4 mars — 20 avril.....	243.758	8.338	72.4
21 avril — 7 juin.....	213.573	9.817	74.5
8 juin — 26 août.....	294.122	13.800	71.3
27 août — 29 octobre....	182.167	8.952	66.5
30 oct. — 31 déc.....	153.779	3.640	50.4
2 janvier 1917 — 6 mars	175.245	3.368	29.7
7 mars — 9 mai.....	121.283	2.320	45.
10 mai — 26 juin.....	80.537	1.170	30.5
27 juin — 14 sept.....	115.638	1.178	35.8
15 sept. — 17 nov.....	72.420	1.481	35.8
18 nov. — 5 fév. 1918....	73.894	1.531	
6 février — 26 avril.....	64.428	1.400	45.9
7 avril — 31 juillet.....	68.154	1.376	34.5
29 juillet — 19 octobre..	52.199	549	20.8
20 oct. — 7 janvier 1919..	52.558	453	18.2

Au total, du 31 décembre 1915 au 7 janvier 1919, le nombre des radiations s'est élevé à 122.898 dont 72.449 pour reprise du travail. Le nombre des emplois procurés s'est élevé à 28.830.

En ce qui concerne les départements, il est beaucoup plus difficile de tirer, relativement au chômage, des indications précises de l'activité des fonds de chômage. Des fonds de ce genre ont fonctionné en 1915 dans 25 communes de départements autres que la Seine. Tous n'ont pas eu la même durée et 9 seulement ont fonctionné toute l'année. Encore, 7 seulement ont-ils fourni des renseignements sur leur activité. Ces renseignements indiquent une réduction progressive du chômage de 12.314 en janvier à 4.491 en décembre 1915. A cette époque, 14 fonds de chômage continuaient encore à fonctionner (1).

Au cours de l'année 1916, des fonds de chômage ont fonctionné dans 13 communes de départements autres que la Seine; quatre ont fonctionné toute l'année et fourni des renseignements sur leur activité. Le total des personnes secourues par eux est passé de 5.011 en janvier 1916 à 1.705 en décembre (2). Le montant des dépenses de ces 13 fonds

(1) Bulletin du Ministère du Travail, juin 1916, p. 254.

(2) Bulletin du Ministère du Travail, avril-mai 1917, p. 158.

s'est élevé en 1916 à 1.244.686 francs et la subvention de l'Etat à 395.201 francs. En 1915, le total des dépenses pour le fonds de chômage des départements s'est élevé à 3.910.894 francs et le montant de la subvention à 1.179.288 francs. Par rapport à 1915, la diminution a donc été en 1916 de 68,1 0/0 pour les dépenses et de 66 0/0 pour les subventions.

Au jour de l'armistice, 14 fonds seulement restaient en activité.

Les chiffres précédents témoignent d'une décroissance continue du chômage jusqu'au jour de l'armistice.

Après l'Armistice

L'armistice fut signé le 11 novembre 1918.

Les opérations du fonds national de chômage de Paris font ressortir les chiffres suivants pour la période du 5 octobre 1918 au 19 août 1919 :

	Hommes secourus	Femmes secourues	TOTAL
5 octobre — 20 novembre..	2.025	7.709	9.734
21 novembre — 6 décembre	2.554	7.601	10.158
7 décembre — 22 décembre	4.036	7.629	11.665
23 décembre — 7 janvier..	3.586	7.975	11.561
8 janvier — 22 janvier....	3.283	9.100	12.383
23 janvier — 8 février....	7.749	15.003	22.752
9 février — 24 février....	17.065	20.156	37.221
25 février — 12 mars.....	29.321	25.591	54.912
13 mars — 28 mars.....	41.743	27.809	69.552
29 mars — 13 avril.....	47.633	29.881	77.514
14 avril — 29 avril.....	45.085	29.425	74.510
30 avril — 15 mai.....	41.469	25.901	67.370
16 mai — 31 mai.....	37.104	23.068	60.172
1 ^{er} juin — 16 juin.....	29.037	20.731	49.768
17 juin — 2 juillet.....	25.618	19.146	44.764
3 juillet — 19 juillet.....	21.323	16.417	37.740
20 juillet — 4 août.....	18.482	14.255	32.737
5 août — 19 août.....	17.273	12.356	29.629

Ces chiffres nous montrent que la période comprise entre l'armistice et les premiers jours de janvier a été pour le chômage une période de stagnation. Puis la démobilisation et le licenciement des

usines entrant en jeu, le nombre des chômeurs s'est brusquement accru jusqu'en avril. A ce moment, les chômeurs hommes étaient, dans le département de la Seine, quinze fois plus nombreux qu'au jour de l'armistice; la décroissance du chômage pendant les jours suivants provient d'un temps d'arrêt qu'a subi alors la démobilisation.

Chez les femmes, les fluctuations dans les chiffres du chômage sont moins sensibles en raison de mesures méthodiques prises pour le licenciement des ouvrières des usines de guerre.

En province, un mouvement identique s'est accusé par une recrudescence dans l'activité des fonds de chômage; mais les comptes rendus n'ont pas été, jusqu'à présent, assez nombreux ou réguliers pour qu'on puisse utilement totaliser les chiffres publiés.

CHAPITRE II

Les Bureaux de Placement municipaux pendant la Guerre

Nous n'avons pas à retracer ici l'historique des bureaux de placement. On sait qu'ils furent réglementés par un décret du 25 mars 1852, dont les dispositions encore en vigueur ont été incorporées au Titre IV du Livre premier du Code du travail. Les bureaux de placement donnèrent lieu à des abus; ils exigeaient des droits excessifs et les tarifs municipaux n'étaient pas observés. De plus, ils étaient trop souvent installés chez des logeurs qui spéculaient sur la situation des ouvriers et épuisaient leurs ressources avant de leur procurer du travail. Une ligue se forma à Paris en 1875 pour demander l'abolition de ces bureaux. Plusieurs propositions de loi furent déposées. Des enquêtes furent poursuivies. Elles aboutirent à la loi du 14 mars 1904. Cette loi essaya surtout de remédier aux abus si-

gnalés. Mais ce n'était là que l'aspect en quelque sorte négatif du problème. Il ne suffisait pas de supprimer les bureaux payants, du moins en principe. Encore fallait-il procéder à une organisation sérieuse du placement gratuit. Or, cette organisation n'a été envisagée que d'une manière très insuffisante.

Trois objectifs principaux ont présidé à l'élaboration de la loi de 1904.

En premier lieu, le législateur s'est proposé de supprimer les bureaux de placement payants et d'encourager les municipalités qui décideraient cette suppression moyennant indemnité. A cet égard, le système finalement adopté est le suivant : les bureaux de placement peuvent être supprimés si le conseil municipal le décide; il s'agit d'une faculté, non d'une obligation; la seule obligation imposée en vue d'éviter l'arbitraire, c'est, s'il y a suppression de bureaux payants, que cette suppression s'applique à tous ceux d'une même catégorie. Après la délibération du conseil municipal, le maire prend un arrêté pour révoquer l'autorisation donnée. Puis se pose la question de l'indemnité : le maire fait des offres au tenancier du bureau exproprié; si celles-ci ne sont pas acceptées, le débat est porté devant le conseil de préfecture.

En second lieu, le législateur de 1904, prévoyant que la suppression désirée serait longue et que long-

temps encore il subsisterait des bureaux payants, a pris des mesures destinées à réglementer leur fonctionnement. Désormais se trouve interdite toute rémunération du placeur par l'ouvrier ou l'employé qu'il place. Le droit de placement est acquitté tout entier par l'employeur. En outre, aucun hôtelier, logeur, restaurateur ou débitant de boissons ne peut joindre à son établissement la tenue d'un bureau de placement (art. 81 du Code du travail) (1).

Enfin la loi a cherché à substituer aux bureaux de placement payants, en principe supprimés, des bureaux gratuits. Dans ce but, elle a confirmé pour les syndicats professionnels et les sociétés de secours mutuels le droit de créer des bureaux de placement gratuits sans autorisation préalable, moyennant une simple déclaration à la mairie. De plus, le même droit a été étendu à toutes les associations légalement constituées (art. 83-84 du Code du travail). D'autre part, les communes de plus de 10.000 habitants sont tenues de créer un bureau de placement municipal gratuit, c'est-à-dire un bureau

(1) D'ailleurs, l'autorisation administrative est toujours nécessaire pour ouvrir un bureau de placement payant (art. 89 et suivants du décret de 1852 incorporé au Code du Travail. Et des pénalités assez sévères sont édictées contre les contrevenants aux dispositions de la loi.

à la tête duquel elles placeront un agent chargé de recevoir les offres et les demandes d'emplois.

On sait que l'œuvre législative de 1904 a été loin de réaliser les espérances qu'on avait fondées sur elle.

Des enquêtes reproduites par fragments dans les Bulletins de l'Office du travail de 1909, 1910 et 1911, il résulte que c'est à Paris seulement que la suppression des bureaux de placement a présenté quelque importance. Dans l'ensemble du pays, les résultats ont été minimes. Sur 1.400 bureaux payants, à la fin de 1910, 64 seulement avaient été supprimés, dont 60 pour Paris. A Paris même, d'ailleurs, il en restait encore 200. Parmi les causes de cet état de choses, il faut signaler la disposition même de la loi qui permet aux syndicats, aux sociétés de secours mutuels et autres associations de créer des bureaux gratuits. Certains tenanciers de bureaux supprimés imaginèrent de fonder, avec leur ancienne clientèle, de pseudo-syndicats ou sociétés de secours mutuels en exigeant des cotisations assez élevées; ils stipulaient dans les statuts que la majeure partie de ces cotisations leur serait allouée à titre d'indemnité. Ainsi le placement n'était gratuit qu'en apparence; en réalité les cotisations dont il s'agit constituaient la rémunération du placeur. De là l'origine et le développement des bureaux

payants clandestins qui se sont multipliés depuis 1904.

Mais la cause principale de l'échec de la loi, en ce qui concerne la suppression des bureaux payants, réside dans la disposition qui a mis à la charge des communes l'indemnité d'expropriation. Le législateur a voulu éviter de faire retomber sur l'Etat, même partiellement, le fardeau de cette indemnité; en conséquence, il a fait de la suppression des bureaux une question purement municipale.

Mais cette solution est regrettable. Il est permis de penser que si l'Etat avait prêté son concours aux communes, le nombre des bureaux payants serait beaucoup moins élevé. Comment douter, en effet, que la crainte d'alourdir leurs charges détourne les municipalités de la voie des suppressions?

La loi de 1904 a-t-elle du moins abouti à un développement sérieux du placement gratuit? Si nous nous reportons aux enquêtes plus haut mentionnées, nous voyons qu'à la fin de 1909 plus de la moitié des villes d'une population supérieure à 10.000 habitants n'avaient pas observé les prescriptions de la loi. Au surplus, dans les villes où les bureaux municipaux gratuits existent, ils n'ont donné que de médiocres résultats. En 1909, ils avaient effectué, pour toute la France, 83.000 placements dont 45.000 à Paris.

Cet échec des bureaux gratuits tient d'abord à

leur gestion trop administrative. L'employé placé à la tête du bureau* s'en désintéresse souvent, et d'autant plus que la loi lui interdit de recevoir une rémunération pour son activité. D'autre part, un grave défaut de ces bureaux est leur manque de spécialisation. Enfin, ils demeurent isolés les uns des autres alors qu'ils devraient être reliés entre eux.

Les pouvoirs publics ont fait cependant tous leurs efforts en vue du développement du placement municipal. La loi de finances du 13 juillet 1911 (art. 119) ayant établi un crédit au profit des bureaux municipaux de placement gratuit, le décret du 25 octobre intervint pour en régler l'emploi. Le gouvernement réservait le bénéfice de la subvention aux bureaux fonctionnant suivant le système dit paritaire ou mixte, c'est-à-dire placés sous le contrôle d'une commission composée par moitié de patrons et d'ouvriers ou d'employés choisis parmi les principales professions appelées à recourir au placement. Une circulaire du 15 novembre 1911, accompagnant la communication aux préfets du texte du décret, insistait sur les avantages du système mixte et sur la nécessité de le réaliser le plus rapidement possible dans les communes visées par la loi de 1904.

En date du 22 novembre 1913, M. Chéron adressait encore une circulaire aux préfets pour les inviter à presser les communes de leur département à

se mettre en règle avec la loi et à constituer leurs bureaux sur le type paritaire dont le ministre exposait une fois de plus les avantages. Mais, ainsi que les rapports précédents, le rapport adressé en 1914 au président de la République par le ministre du Travail constatait que le nombre des demandes formulées par des municipalités était relativement peu élevé. C'était une preuve du développement encore restreint du placement paritaire. Les municipalités semblaient donc avoir trop facilement oublié que le service de placement n'est pas pour elles une simple faculté, mais une obligation légale inscrite dans l'article 85 actuel du Code du travail.

Les circonstances nouvelles résultant de l'état de guerre fournirent aux bureaux de placement municipaux l'occasion de montrer leur utilité. Les chômeurs se dirigèrent tout naturellement vers les organismes existants de placement. Les bureaux municipaux bénéficièrent par là même d'une manière en quelque sorte automatique d'un surcroît d'activité.

Le tableau suivant permettra de prendre une vue d'ensemble du rôle joué par les bureaux municipaux.

Un autre tableau, relatif au premier semestre de 1918, suffira pour se rendre compte du classement professionnel des placements opérés par ces mêmes bureaux.

BUREAUX MUNICIPAUX (1)

	PARIS		AUTRES COMMUNES DE LA SEINE		PROVINCE		TOTAL	
	Nombre de bureaux placements		Nombre de bureaux placements		Nombre de bureaux placements		Nombre de bureaux placements	
1 ^{er} semestre 1916 ..	20	28.687	35	8.324	88	23.029	143	60.037
2 ^e semestre 1916 .	20	23.796	36	6.560	67	48.888	123	49.244
1 ^{er} semestre 1917 .	20	8.209	49	4.947	62	46.569	101	29.695
2 ^e semestre 1917 .	20	8.266	47	4.491	58	48.794	95	31.551
1 ^{er} semestre 1918 .	2	4.474	42	3.499	48	43.904	62	48.577

(1) Bulletin du Ministère du Travail, Janvier, Février, Mars 1919, page 26.

A partir du 4^{er} semestre 1918 figurent seuls dans la statistique les placements effectués par les bureaux d'arrondissement de Paris dans les services domestiques.

BUREAUX MUNICIPAUX (1)

Classement professionnel des Placements pendant le premier semestre de 1918

	DÉPARTEMENT DE LA SEINE		AUTRES DÉPARTEMENTS	
	Nombre de placements	% du nombre total des placements	Nombre de placements	% du nombre total des placements
Agriculture et forêts.	2	»	674	4,8
Industries extracti- ves	»	»	5	»
Alimentation	39	1,2	401	0,7
Industries chimi- ques	70	2,2	18	0,1
Caoutchouc, papier, carton	32	1,0	3	»
Livre	54	1,7	33	0,2
Industries textiles .	6	0,2	83	0,6
Travail des étoffes .	146	4,6	149	1,8
Cuirs et peaux . . .	23	0,7	59	0,4
Industrie du bois . .	103	3,2	134	1,0
Métallurgie et travail des métaux	293	9,2	613	4,4
Industrie du bâti- ment	75	2,3	252	1,8
Pierres et terre au feu	4	0,1	22	0,2
Manutention	564	17,0	1.543	11,1
Transports	89	2,8	199	1,5
Commerce de l'ali- mentation	89	2,8	3.296	23,7
Commerces divers .	50	1,7	748	5,4
Professions libérales, administrations . .	40	1,2	111	0,0
Services domesti- ques	1.512	47,3	5.575	40,1
Divers	»	»	186	1,4
Totaux . . .	3.199	100,0	13.904	100,0

(1) Bulletin du Ministère du Travail, janvier, février et mars 1919, p. 27.

Comme on le voit, les bureaux municipaux placent surtout des domestiques : 47 0/0 des placements des bureaux de la Seine et 40 0/0 des placements des bureaux de province. Pour les bureaux de la Seine viennent ensuite les placements dans la manutention : 17,8 0/0; la métallurgie et le travail des métaux : 9,2 0/0; les placements dans les industries des étoffes, le bâtiment sont peu nombreux; le nombre des placements agricoles est insignifiant.

Pour les bureaux de province, après les placements dans les services domestiques, viennent les placements dans les commerces de l'alimentation : 23,7 0/0; la manutention : 11,1 0/0; les commerces divers : 5,4 0/0; l'agriculture : 4,8 0/0.

Une autre observation se dégage de ces statistiques : c'est la tendance à la diminution du nombre des bureaux municipaux. « Cependant, dit le Bulletin du Ministère du Travail (1), il semble que cette décroissance touche à son terme et que l'institution des services municipaux de placement est appelée à se développer de nouveau. Cette modification est le résultat de l'action concertée des offices régionaux et des offices départementaux de placement. En même temps que ces offices

(1) Janvier, février et mars 1919. Les opérations des bureaux publics de placement pendant l'année 1918, p. 26.

s'efforcent d'assurer la centralisation méthodique du placement, ils s'efforcent aussi, en provoquant la création de services locaux de placement, de rapprocher le service du placement public de ceux qui sont appelés à recourir à son intermédiaire. Ces services sont tantôt des émanations ou des prolongements de l'office départemental lui-même (correspondants dans les communes rurales, section de canton ou d'arrondissement, dans les chefs-lieux de circonscription administratives) tantôt de véritables bureaux municipaux, mais qui, au lieu de fonctionner isolément, agissent comme des succursales de l'office départemental de placement avec lequel ils se tiennent en rapports constants, grâce au téléphone installé aujourd'hui dans presque tous les services de placement. Ainsi se dégage et s'institue l'organisation méthodique du placement public que le Ministère du Travail s'est efforcé de constituer avec le concours actif des administrations départementales et municipales. »

Il ne paraît pas, du reste, que les municipalités aient donné au système paritaire l'importance qu'il devrait avoir. On ne compte guère qu'une vingtaine de bureaux mixtes (1). A eux seuls, ils ont fait plus

(1) Sens, Le Havre, Levallois-Perret, Ivry-sur-Seine, La Garenne, Asnières, Paris-XX^e, Lyon, Marseille, Bar-le-Duc,

du quart du nombre total des placements. C'est la meilleure preuve de l'efficacité du système. Aussi le Gouvernement a-t-il continué, pendant la guerre sa campagne en faveur des bureaux municipaux paritaires. Une circulaire du Ministre du Travail, du 29 décembre 1915, attirait l'attention des préfets sur l'obligation qui incombe aux communes de plus de 10.000 habitants de créer un bureau municipal de placement et sur le peu d'empressement des municipalités à obéir au vœu de la loi (1).

Déjà, des circulaires du 15 novembre 1911 et du 22 novembre 1913 avaient précisé les conditions

Nancy, Nantes, Saint-Etienne, Toulouse, Brive, Lisieux, Troyes, Nice, Vichy.

Des bureaux municipaux importants (Marseille, Saint-Etienne) ont été fondés avec l'Office départemental, à partir du 1^{er} janvier 1918.

(1) « Un petit nombre seulement de municipalités ont répondu à l'attente des pouvoirs publics, disait le ministre, à la veille de la guerre, le nombre des bureaux municipaux de placement existant et faisant au moins 100 placements par an demeurait très restreint... Vous voudrez bien rappeler aux municipalités des communes de votre département, comptant plus de 10.000 habitants, les obligations formelles qui leur incombent en vertu de la loi, l'intérêt majeur qui s'attache, dans les circonstances actuelles, à leur accomplissement, et vous les inviterez à inscrire, dans le budget de 1916, les crédits nécessaires pour le fonctionnement normal des bureaux municipaux de placement... »

techniques de fonctionnement des bureaux municipaux de placement.

C'est dans le même esprit d'encouragement à la constitution de ces bureaux que le Gouvernement intervint, en 1916, par voie de décret.

Le décret du 12 mars 1916, remplaçant ceux du 25 octobre 1911 et du 24 mai 1912, exige que pour recevoir une subvention de l'Etat, un bureau municipal soit placé sous le contrôle d'une commission paritaire composée par moitié de patrons et d'ouvriers choisis parmi les principales professions appelées à avoir recours au placement. La disposition, le mode de recrutement des membres du bureau, la durée de leurs mandats sont laissés à la disposition du règlement intérieur du bureau, sous la seule réserve que le président ne devra être ni un employeur, ni un ouvrier, ni un employé. Les discussions devront avoir lieu entre un nombre égal de patrons et d'ouvriers, et le président ne peut prendre part au vote. Les articles 9 et 10 réglementent ensuite le mode de constitution et de répartition de la subvention. Le montant de celle-ci est fixée par arrêté administratif et elle comprend deux parties :

1^o Une allocation proportionnelle aux dépenses imputées pour le service de placement sur les ressources ordinaires du budget départemental ou communal et calculée en tenant compte du nombre des

placements effectués, sans que le taux puisse excéder les maxima ci-après :

20 0/0 des dépenses pour tout bureau ayant effectué en moyenne, par mois, de 25 à 50 placements.

25 0/0 des dépenses pour tout bureau ayant effectué, en moyenne, de 51 à 100 placements.

30 0/0 des dépenses pour tout bureau ayant effectué, en moyenne, par mois, de 101 à 200 placements.

35 0/0 des dépenses pour tout bureau ayant effectué, en moyenne, de 201 à 500 placements.

40 0/0 des dépenses pour tout bureau ayant effectué, en moyenne, par mois, plus de 500 placements.

2° Une allocation proportionnelle aux frais (affranchissements, communications télégraphiques et téléphoniques interurbaines) résultant de la correspondance échangée en vue du service de placement avec les employeurs et chômeurs résidant hors de la localité du siège le bureau, ainsi qu'avec les autres bureaux départementaux et municipaux et l'office central de placement, sans que le taux de cette allocation puisse excéder 50 0/0 des frais ainsi exposés.

Pour bénéficier de la subvention, les bureaux doivent naturellement faire preuve d'une certaine activité et justifier d'une moyenne mensuelle de 25 placements. La répartition de la subvention entre

les bureaux est confiée à une commission ainsi composée : deux sénateurs, deux députés, le directeur du travail, le directeur ou chef de cabinet du Ministre du Travail, le directeur général de la comptabilité publique, un inspecteur des finances, un chef de bureau de la direction du travail, trois représentants des bureaux départementaux ou municipaux de placement, deux membres patrons et deux membres ouvriers du Conseil supérieur du Travail, élus par leurs collègues.

CHAPITRE III

Les Organismes nouveaux de Placement

Les bureaux municipaux ne suffisant pas à faire face aux nécessités de placement, on dut créer des organismes nouveaux. En même temps, l'idée d'une organisation générale du placement se fit jour impérieusement et l'on chercha à relier entre elles et à faire collaborer les nouvelles institutions. Enfin on vit se manifester pour la première fois un sérieux effort d'organisation du placement dans l'agriculture.

Nous allons envisager :

1° l'office central de placement des chômeurs et des réfugiés;

2° les offices départementaux;

3° le placement agricole.

SECTION I

L'Office central de Placement des Chômeurs et Réfugiés

Les nombreux réfugiés de la Belgique, du Nord et de l'Est de la France avaient été accueillis dans des régions diverses. Les préfets, les maires et les notables s'étaient efforcés, durant les premiers mois, de trouver une occupation à ceux qui étaient en état de travailler. Un certain nombre d'emplois laissés vacants par les mobilisés leur furent ainsi confiés. Mais ce moyen d'action n'avait qu'une portée locale et ne pouvait donner des résultats suffisants. Le plus souvent, il ne donnait pas au réfugié un emploi temporaire dans sa profession, alors que, dans cette même profession, il y avait pénurie de main-d'œuvre sur d'autres points du pays. De plus, ce moyen ne permettait pas d'utiliser, dans leur intérêt comme dans celui de la production, les réfugiés appartenant à la grande industrie : mines, métallurgie, constructions mécaniques, industries textiles, cuirs et peaux, verreries, etc.

C'est pour combler ces lacunes et organiser le placement sur des bases plus larges et d'une manière plus efficace qu'on envisagea l'institution d'un organisme central (1).

(1) Voir l'article publié par le Bulletin du Ministère du Travail, numéro d'octobre, novembre, décembre 1914.

Le gouvernement créa, le 26 octobre 1914, l'Office central de placement des chômeurs et des réfugiés, dont la direction fut confiée au ministère de l'Intérieur avec la collaboration du ministère du Travail.

Dès le 28 octobre, le ministre de l'Intérieur demandait aux préfets d'établir, par profession, la liste nominative des réfugiés dans chaque département. Cette liste devait fournir des renseignements sur chaque réfugié; elle ne devait d'ailleurs pas comprendre tous les individus, mais seulement ceux qui ne pouvaient trouver de travail dans la localité ou la région. De son côté, le ministre du Travail chargeait les inspecteurs du travail de rechercher les offres d'emplois qui pouvaient être faites par les industriels et de transmettre ces offres aux services locaux de placement, lorsque ceux-ci étaient en mesure de fournir la main-d'œuvre demandée, ou, dans le cas contraire, à l'Office central, à Paris.

En créant cet office, le gouvernement n'avait pas la prétention de résoudre dans son ensemble le problème du chômage; il voulait simplement procurer un emploi immédiat aux réfugiés, et maintenir dans le pays une activité économique aussi grande que possible. Dans la pensée primitive de ses créateurs, l'Office central de placement était essentiellement un service de renseignements professionnels destiné à mettre en contact, sur toute l'étendue du territoire, les employeurs à la recherche de main-d'œu-

vre et les réfugiés demandant un emploi provisoire. Il s'agissait ainsi de remédier à la fois à la crise du chômage résultant de l'invasion et à la crise de main-d'œuvre provoquée par la mobilisation.

L'Office central de placement apparaissait donc moins comme un instrument de placement proprement dit que comme un organisme central destiné à grouper les éléments du problème et à en rechercher la solution. Laissant, en général, aux organismes locaux le soin de réaliser l'opération du placement, l'Office central se chargeait spécialement des questions administratives : établissement des listes des réfugiés, centralisation des offres d'emplois signalées aux autorités locales, transport des ouvriers embauchés et de leurs familles.

La recherche des emplois vacants fut confiée : pour l'industrie des mines au Comité central des houillères; pour l'industrie des métaux au Comité des forges de France; pour l'industrie textile à l'Union des syndicats patronaux des industries textiles; pour l'agriculture au Comité de coordination des offres et demandes de travail; pour les professions diverses au Comité central franco-belge, à la Chambre de commerce belge de Paris, aux compagnies de chemin de fer de Paris à Orléans, de Paris-Lyon-Méditerranée, du Midi et de l'administration des chemins de fer de l'Etat.

L'action générale de ces divers organismes fut

opportunément complétée par l'action locale des syndicats professionnels de patrons et d'ouvriers, des comités locaux ou départementaux et d'autres groupements. En outre, pour délimiter et coordonner les tâches de ces divers organes volontaires de placement, les ministres de l'Intérieur et du Travail créèrent le Comité central de placement des chômeurs et des réfugiés, lequel se réunit pour la première fois le 21 novembre 1914.

Soit qu'ils s'attachent au placement dans une branche déterminée de la profession (comme le Comité central des houillères, le Comité des forges, l'Union des syndicats professionnels des industries textiles, l'Office national de la main-d'œuvre agricole), soit qu'ils s'attachent au placement en général (comme le Comité central franco-belge, la Bourse belge du travail, le Service de placement des grandes compagnies de chemin de fer), ces différents organes avaient pour mission primordiale de poursuivre le reclassement professionnel des réfugiés. Un grand nombre de ceux-ci, en effet, avaient été dirigés sur des régions où ils ne trouvaient pas d'établissements susceptibles d'utiliser leurs aptitudes professionnelles; il convenait donc de déterminer avant tout les endroits où leur main-d'œuvre trouverait un emploi. L'Office central prit une part active à cette opération. Il se livra à un dépouillement méthodique des listes nominatives de chômeurs dres-

sées par les préfets; il put ainsi fournir des renseignements précis aux comités intéressés. Il intervint aussi pour assurer le transport rapide, par voie de réquisition administrative, des ouvriers embauchés et des membres de leur famille.

La gestion de l'Office central de placement fut confiée à une commission administrative constituée par un décret du 20 juin 1915. Cette commission eut pour rôle d'étudier les questions de principe relatives au fonctionnement de l'office et toutes les questions d'ordre général pouvant se poser à l'occasion du placement des travailleurs et du recrutement de la main-d'œuvre coloniale et étrangère. La composition de cette commission était conçue suivant le type mixte. Elle comprenait, en premier lieu, des patrons et des ouvriers en nombre égal, pris soit parmi les membres du Conseil supérieur du travail, soit parmi les représentants des grandes organisations syndicales, soit encore parmi les conseils de prud'hommes. Par analogie avec les offices départementaux ou municipaux, dont les commissions comptent parmi leurs membres des élus du département ou de la commune, la commission de l'Office central, en raison de son caractère national, comprenait des élus de la nation, sénateurs et députés; enfin, des délégués des différents départements ministériels intéressés.

Le rôle de l'Office central de placement a évolué,

à partir de sa création, sous la double influence des modifications survenues dans le marché national de la main-d'œuvre et du développement des institutions locales de placement public. On peut distinguer deux périodes dans cette évolution (1).

Pendant la première, qui s'étend de fin d'octobre 1914 à la fin de l'année 1915, l'Office central fait surtout des opérations de placement direct. Il agit de concert avec des institutions siégeant à Paris et dont l'action s'étend à la France entière. Il se propose de combattre une crise de chômage généralisée résultant de l'arrêt partiel ou total d'un grand nombre d'entreprises.

Au cours de la seconde période, au contraire, les besoins de main-d'œuvre augmentent de plus en plus et deviennent bientôt hors de proportion avec le nombre des ouvriers disponibles; le chômage en tant que phénomène économique disparaît; tous les ouvriers valides trouvent facilement à s'occuper. D'autre part, pendant cette même période, les offices départementaux de placement public se multiplient et s'efforcent de répartir judicieusement la main-d'œuvre disponible. Les organes centraux de placement direct ne répondent donc plus à la situa-

(1) Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale. Circulaire n° 4 de l'Office central de placement.

tion économique nouvelle; aussi, leur activité se ralentit-elle de plus en plus, l'Office central devient un organe d'impulsion et de contrôle à l'égard des services locaux de placement; il s'efforce de faciliter les appels devenus nécessaires à la main-d'œuvre coloniale et étrangère; de la sorte il revient au rôle qui lui appartient dans une organisation rationnelle du placement public.

PREMIÈRE PÉRIODE

La première période s'étend du début jusqu'au commencement de 1916.

Pendant la première année de son fonctionnement, du 5 novembre 1914 au 31 octobre 1915, le nombre des placements effectués par l'Office central s'est élevé à 48.597. Ce total contient les placements effectués du 15 mars au 31 juillet par l'office national de la main-d'œuvre agricole, mais non pas ceux du comité des forges, parce que la plupart des industriels qui lui sont affiliés, s'adressaient directement aux chômeurs mentionnés sur les listes de l'Office sans avertir celui-ci des résultats des pourparlers.

Sous ces réserves, l'activité des divers groupements se répartissait ainsi :

Comité central des houillères.....	6.806
Comité des forges de France.....	7.390
Union des syndicats patronaux textiles....	502
Comité agricole.	2.022
Office national de la main-d'œuvre agricole.	7.583
Chambre de commerce belge de Paris.....	2.141
Comité central franco-belge.	5.381
Compagnies des chemins de fer.....	7.449
Cirque de Paris.	3.297
Bourse du travail belge.....	299
Organismes divers.	73
Office central de placement.....	5.574

Total..... 48.497

En novembre et décembre 1915, l'Office a effectué 1.873 placements.

Si l'on compare le nombre mensuel des placements, dans les derniers mois de 1915, on constate qu'ils s'élevaient :

En juin, à.	1.373
En juillet, à.....	1.180
En août, à.	791
En septembre, à.....	1.768
En octobre, à.....	1.728
En novembre, à.....	923
En décembre, à.....	950

On n'a pas la statistique mensuelle des placements pour la période de novembre 1914 à juin 1915. Mais on a une statistique globale qui donne un chiffre de 35.279 placements effectués pendant la période dont il s'agit par les différents comités et organes de placement, soit une moyenne mensuelle de 5.000 placements, moyenne qui, pendant les mois de novembre et de décembre 1914, a même dépassé 7.000 (14.852 placements du 5 novembre 1914 au 5 janvier 1915). Sur ces 35.279 placements, 25.000 placements interlocaux au moins ont donné lieu à des transports par voie de réquisition administrative interlocale.

Si l'on rapproche les chiffres de la moyenne mensuelle de la période novembre 1914 à juin 1915 des chiffres de la moyenne mensuelle de la période juin à décembre 1915, on voit que les derniers mois de l'année 1915 marquent une diminution sensible du nombre des placements réalisés par l'Office central.

Cette diminution provient des causes que nous avons signalées : affaiblissement du nombre des réfugiés en chômage, développement des offices locaux de placement.

Pour ces raisons, les opérations de placement interlocaux poursuivies par l'Office central et les divers offices centraux ayant des rapports avec lui perdent successivement de leur importance.

L'Office central va entrer dans la seconde phase de son évolution.

DEUXIÈME PÉRIODE

En 1916, l'Office central reprend son caractère normal d'organe d'impulsion et de contrôle à l'égard des services locaux de placement.

Au cours de l'année 1916, les placements opérés par l'Office central se répartissent ainsi (1) :

Janvier..	948
Février.	669
Mars.	793
Avril.	793
Mai.	900
Juin.	651
Juillet.	674
Août.	489
Septembre.	422
Octobre.	271
Novembre.	286
Décembre.	173

(1) Circulaire n° 4 de l'Office central de placement.

On voit que l'intervention directe de l'Office central dans le placement proprement dit ne présente plus qu'un minime intérêt. La multiplication des usines de guerre, la création d'entreprises nouvelles ont appelé la main-d'œuvre et restreint le nombre des chômeurs.

D'un autre côté, la création des offices locaux dans la France entière déchargea l'Office central de sa tâche de placement direct pour les chômeurs accidentels.

La situation du marché du travail permet ainsi à l'Office national de se cantonner dans son rôle de coordination et d'impulsion aux organes locaux. Il signale aux offices départementaux les offres et demandes d'emplois dont il est directement saisi. Il devient l'agent le plus actif du placement interlocal et exerce à cet égard toute son influence sur les migrations ouvrières à l'intérieur du pays.

Il est intéressant de fournir à ce dernier égard quelques indications précises (1) :

Au cours du quatrième trimestre de l'année 1917, 1.124 ouvriers en chômage, placés à distance, ont utilisé les bons de quart de place délivrés par les offices départementaux. Sur ces 1.124 ouvriers, 120

(1) Nous les puisons dans le Bulletin du Ministère du Travail de juillet 1917.

ont été placés dans le département même du siège du service ayant délivré le bon; 172 ont été placés dans les départements limitrophes. Les 1.124 bons quart de place ont été délivrés par les offices de placement de 58 départements. Dans 6 de ces départements, le nombre des bons quart de place délivrés et utilisés a dépassé 50. Ce sont : la Seine, 538 bons délivrés par l'Office central de placement; Alpes-Maritimes, 161 bons; Finistère, 67 bons; Savoie, 62 bons; Bouches-du-Rhône, 61 bons; Indre-et-Loire, 51 bons.

Les dépenses de transport, pour lequel les grands réseaux ont consenti une réduction de 50 0/0, sont payées moitié au guichet de la gare de départ par les ouvriers sur présentation des bons délivrés par les offices départementaux, moitié par l'Etat sur la production par le réseau transporteur des bons effectivement utilisés par les ouvriers placés. Or, c'est à l'occasion des opérations de comptabilité publique qu'entraîne ce paiement par l'Etat que l'Office central de placement a été amené à examiner tous les bons employés. Et il a profité de cet examen pour tirer de ceux-ci les indications utiles sur le mouvement de la main-d'œuvre d'après l'origine du billet et la profession du titulaire (1).

(1) Voir circulaire n° 3 de l'Office central de placement.

Ainsi le transport des chômeurs, lorsque des migrations de main-d'œuvre sont nécessaires, est assuré par les offices départementaux à l'aide de bons mis à leur disposition. L'Office central se borne, sur ce point, à contrôler les opérations des offices départementaux.

Pour éviter des migrations qui ne seraient pas justifiées, la circulaire du 10 juin 1916 a autorisé les préfets à ne pas déférer à une demande de moyens de transport à tarif réduit au profit d'un ouvrier en chômage résidant dans leur département, chaque fois que l'Office départemental est en mesure d'indiquer immédiatement, sur place, à cet ouvrier, un emploi de sa profession convenablement rémunéré. En matière d'immigration, les demandes de réduction de tarif présentées par les employeurs pour le transport des ouvriers immigrants sont transmises à l'Office central par les Offices départementaux.

Au cours des années suivantes, l'intervention directe de l'Office central dans le placement proprement dit a continué à diminuer d'importance. Son rôle d'organe de renseignements, de statistique, de compensation et de contrôle s'est renforcé.

Pendant le premier semestre de 1917, 1.769 bons de transport à quart de place ont été délivrés pour

pour assurer le transport d'ouvriers placés à distance par l'intermédiaire des organismes de placement ayant leur siège à Paris. Pendant cette même période, l'Office central a assuré, par voie de réquisition, le transport de 22 autres ouvriers. Il a délivré, en outre, 112 réquisitions de transport aux familles d'ouvriers embauchés à distance et auxquels un bon quart de place avait été délivré (1). Pendant le second semestre de 1917, les placements effectués par les organismes centraux ont donné lieu à la délivrance de 1.047 bons individuels à quart de place. L'Office a, par voie de réquisition, assuré le transport de 11 ouvriers placés à distance et celui de 93 membres des familles d'ouvriers transportés par bon de quart de place (2).

Pendant le premier semestre de 1918, les placements effectués par les organismes centraux ont donné lieu à la délivrance de 1.380 bons individuels à quart de place. Par voie de réquisition, l'Office a assuré le transport de 35 ouvriers placés à distance

(1) Bulletin du Ministère du Travail, octobre, novembre, décembre 1917, page 510.

(2) Bulletin, mars, avril, mai 1918, page 198.

et celui de 127 membres des familles d'ouvriers transportés par bon de quart de place (1).

En ce qui concerne le placement de la main d'œuvre coloniale et étrangère, l'Office central a également affirmé son caractère d'organe de contrôle (2).

La main-d'œuvre s'était à ce point raréfiée en France qu'il fallut faire appel aux colonies françaises et aux pays neutres. Dès la fin de 1915, l'Office central de placement se préoccupa de cette importante question. Le recrutement des travailleurs coloniaux et étrangers s'opéra d'après deux contrats distincts et types, l'un entre l'employeur ou son représentant et chaque travailleur colonial ou étranger, l'autre entre l'Etat et l'employeur français se proposant d'embaucher un groupe de travailleurs. Ces contrats comprenaient des clauses précises relatives à la durée du travail, aux salaires, aux jours de repos, au logement et à la nourriture, au cas de maladie ou d'accident.

L'Office central exerça sa mission de contrôle en veillant à ce qu'on n'introduisît pas des immigrants d'une manière inconsidérée. Il donna son avis à

(1) Bulletin janvier, février, mars 1919, page 20.

(2) Circulaire n° 2 de l'Office central de placement.

propos des réductions de tarifs concédées par les Compagnies de chemin de fer pour l'embauchage des coloniaux ou des étrangers. En vertu de la circulaire du 13 mai 1916, une demande de réduction de tarif dût être soumise par les chefs d'entreprise à l'examen de l'Office central. A cette demande, il y avait lieu de joindre une copie du contrat de travail et une note indiquant les conditions de logement et de nourriture des ouvriers immigrants. Après avoir pris connaissance de ces documents, l'Office central transmettait la demande, s'il le jugeait à propos, à la direction du réseau intéressé; et il ne prenait de décision qu'après une enquête ayant pour objet de rechercher si l'embauchage des immigrants était justifié par les conditions locales de la main-d'œuvre, et si les conditions de travail offertes à ces immigrants étaient d'accord avec celles des ouvriers nationaux de même profession dans la localité ou la région.

Du 13 mai 1916 au 1^{er} novembre, l'Office central a fait attribuer le demi-tarif à l'occasion des 101 demandes de réduction. 74 de ces demandes portaient sur un total de 7.389 ouvriers italiens; 26 sur un total de 3.261 espagnols; 1 sur 100 ouvriers grecs. Les 101 demandes de réduction de tarif portaient sur 10.740 ouvriers. A côté des ouvriers immigrants qui ont été dirigés sur les lieux de travail par les soins de l'Office central, un grand nom-

bre d'ouvriers étrangers : Algériens, Annamites, Grecs, Chinois, etc., ont effectué le voyage en France du port de débarquement au lieu de travail, sous le régime spécial des transports militaires.

Au 1^{er} décembre 1916, la conférence interministérielle de la main-d'œuvre estimait à 191.700 le nombre des ouvriers coloniaux et indigènes recrutés depuis un an et occupés à cette époque dans les établissements industriels, commerciaux et agricoles. Cette main-d'œuvre comprenait : 61.000 ouvriers coloniaux et 130.700 étrangers.

SECTION II

Les Offices départementaux

Les Offices départementaux de placement ont leur origine dans une circulaire du ministre du Travail du 5 février 1915, adressée aux préfets, relativement à l'institution des « commissions mixtes chargées d'étudier les questions concernant le maintien du travail national » (1).

(1) *Journal officiel* du 7 février 1915.

Voir Association française pour la lutte contre le chômage, Circulaire du Secrétariat général n° 22.

Constatant que l'action des administrations locales ne peut s'étendre à toutes les questions d'ordre local soulevées dans diverses régions par les conditions particulières du travail et de la production, le ministre montrait la nécessité, dans chaque département, d'une intervention des pouvoirs publics avec le concours des corps et groupements professionnels par lesquels s'expriment les vœux des patrons et des ouvriers.

Déjà, dans un certain nombre de départements, on avait vu se constituer des commissions mixtes composées d'éléments empruntés aux fédérations patronales et ouvrières, aux principaux syndicats de patrons et d'ouvriers, aux chambres et tribunaux de Commerce, aux conseils de prud'hommes et aux commissions départementales du travail. Les préfets furent invités à constituer, chacun dans leur département, un corps consultatif composé de la même façon.

Cette commission mixte devait rechercher pour chaque industrie de la région les moyens pratiques de lui redonner l'activité économique, et, spécialement elle devait s'occuper du recrutement de la main-d'œuvre.

A la suite de cette circulaire, un certain nombre de départements créèrent des offices de placement. Dans la suite, deux circulaires du ministre du travail, l'une du 29 décembre 1915 et l'autre du

8 mars 1916, vinrent généraliser ces services locaux de placement (1).

Le ministre traçait le programme qui s'imposait aux offices de placement régionaux et locaux existants ou à créer : « mettre en rapport les travailleurs démobilisés qui n'auront pu retrouver leur emploi intérieur, avec les industriels, les commerçants, les agriculteurs qui manquent de personnel; répartir la main-d'œuvre étrangère, en assurer l'emploi, et cela de manière à en assurer l'utilisation dans les meilleures conditions possibles; veiller aux placements particulièrement délicats des militaires mutilés et réformés, telles sont, disait la circulaire du 29 décembre 1915, les tâches qu'auront à assumer les offices de placement régionaux. »

Ces offices ne peuvent du reste produire leur plein effet que s'ils existent partout; ils doivent donc se mettre en rapports directs les uns avec les autres et se communiquer les demandes.

Le ministre du Travail insistait sur la nécessité de saisir les Conseils généraux dans leur prochaine session des demandes de crédits nécessaires au fonctionnement des offices départementaux. Et il ajoutait que les subventions réservées jusque-là aux

(1) Voir Bulletin du Ministère du Travail, mars, avril, mai 1916, page 50 et page 136.

bureaux municipaux seraient désormais étendues à tous les bureaux publics municipaux et départementaux.

Le rôle des offices de placement ne consistait pas seulement à combattre le chômage en procurant du travail aux ouvriers inoccupés, mais encore à donner à l'industrie, au commerce et à l'agriculture, la main-d'œuvre qui leur manquait. L'utilité de l'office apparaissait donc même dans les départements qui, loin de souffrir du chômage, avaient plutôt besoin de main-d'œuvre.

Une grande latitude était d'ailleurs laissée aux préfets, par les circulaires, en ce qui concerne l'organisation des offices départementaux de placement. Afin de ne pas trop multiplier le nombre des institutions poursuivant le même but et ménager les finances départementales, il était spécifié que les attributions de l'Office départemental de placement pourrait être confiées à un bureau municipal déjà existant, auquel une subvention du Conseil général serait accordée. Les préfets pouvaient, pour l'organisation et le fonctionnement de ces services nouveaux, faire appel au concours des inspecteurs du travail et des directeurs des services agricoles ou de tel autre agent se trouvant en mesure, en raison de ses fonctions, de connaître les besoins de main-d'œuvre de la région. Toutefois, il était conseillé aux Offices départementaux de se placer sous la direc-

tion et le contrôle de commissions mixtes, composées en nombre égal de patrons et d'ouvriers appartenant aux professions intéressées.

Un décret du 12 mars 1916 organisa les subventions aux bureaux publics de placement. La participation aux subventions de l'Etat était subordonnée à deux conditions :

1° Les bureaux de placement devaient être mis sous le contrôle d'une commission paritaire composée pour moitié de patrons et d'ouvriers ou employés choisis parmi les principales professions appelées à recourir au placement;

2° La subvention n'était accordée que si le bureau justifiait avoir fait au moins vingt-cinq placements en moyenne par mois; cependant une allocation pourrait être attribuée au département comme participation aux frais de premier établissement; cette allocation ne pouvait atteindre d'ailleurs plus de 20 0/0 des dépenses effectuées.

Les subventions comprennent trois parts :

1° Une allocation proportionnelle aux dépenses imputées pour le service de placement sur les ressources ordinaires du budget départemental, sans que le taux puisse excéder un maximum de 20 à 40 0/0 des dépenses, suivant que le bureau a effectué une moyenne de 25 ou plus de 500 placements par mois;

2° Une allocation proportionnelle aux frais résultant de la correspondance échangée en vue du service de placement, sans que le taux de cette allocation puisse excéder 50 0/0 des frais ainsi exposés.

3° Une allocation proportionnelle aux frais de transport et de séjour remboursés aux délégués des bureaux départementaux pour les déplacements faits hors de la localité siège de ces bureaux, en vue du service de placement, sans que le taux de cette allocation puisse excéder 50 0/0 des frais ainsi exposés.

Le décret spécifiait d'autre part que le règlement du bureau devait déterminer l'organisation paritaire, le mode de recrutement de la commission paritaire, la durée de son mandat, la procédure de désignation du président, lequel ne devait être ni un employeur, ni un ouvrier ou employé, la périodicité des séances, le mode de contrôle des employés du bureau, les relations de la Commission avec l'Administration départementale, etc. Patrons et ouvriers ou employés devaient prendre part aux votes, lors des délibérations, en nombre égal et le président n'avait pas de voix prépondérante.

Voyons maintenant quels résultats ont été obtenus par les Offices départementaux.

Pendant le second semestre de 1915, 24 offices

départementaux ont fait connaître le résultat de leurs opérations. Les chiffres se décomposaient ainsi (1) :

Demandes d'emploi.	13.201
Offres d'emploi.	11.516
Placements.	7.138

Au cours du premier semestre de 1916, 55 offices ont fourni des renseignements : 8 ne mentionnent pas le nombre des demandes, 6 n'indiquent pas les offres reçues et 6 ne relèvent pas les placements effectués. Certains déclarent ne pas connaître les résultats complets de leurs opérations, beaucoup de chômeurs ayant été dirigés par eux vers les usines de munitions. Sous ces réserves, le nombre des demandes d'emploi enregistrées par les 55 offices s'est

(1) Bulletin janvier, février 1916, page 45.

élevé à 33.011, celui des offres à 35.777 et celui des placements effectués à 13.936. Parmi ceux-ci, 3.892 allaient à l'agriculture, 386 à l'alimentation, 1.895 aux textiles, 1.334 aux métaux, 592 aux transports, 767 au commerce, 1.006 aux emplois de domestiques, 109 aux usines de guerre (1).

Au cours du second semestre de 1916, des placements ont été effectués par 72 offices départementaux, dont 18 greffés sur un bureau municipal. Le nombre de ces placements s'est élevé à 38.194. Si l'on déduit de ce chiffre 12.229 placements effectués par l'Office départemental de la Seine, il reste 25.965 placements (2).

La répartition professionnelle de ces 29.965 placements s'établit de la manière suivante :

(1) Bulletin juillet-août 1916, p. 323.

	Nombre de placements	% du nombre total des placements
Agriculture et forêts.....	6.695	25,8
Industrie extractive.	264	1,0
Alimentation.	506	2,0
Industrie chimique.	206	0,8
Caoutchouc, papier, carton.	75	0,3
Industrie du livre.	30	0,1
Industrie textile.	528	2,0
Travail des étoffes.	1.744	7,0
Cuirs et peaux.	300	1,1
Industrie du bois.	655	2,5
Métallurgie et travail des métaux..	2.661	10,0
Bâtiment.	1.584	5,6
Pierres et terres au feu.....	121	0,5
Manutention et manœuvre.	5.195	20,0
Transports.	381	1,5
Commerce de l'alimentation.	1.183	4,5
Commerces divers.	871	3,4
Professions libérales.	211	0,8
Service domestique.	2.554	10,0
Divers.	201	0,7
	25.965	100,0

Dans la suite, l'activité des offices départementaux s'est traduite par les résultats suivants (1) :

	Nombre de bureaux	Nombre de placements
1 ^{er} semestre 1917.	78	65.915
2 ^e semestre 1917.....	80	66.791
1 ^{er} semestre 1918.	78	109.342

Cette activité a tendance à s'étendre à toutes les professions. De plus, elle se dirige dans le sens de la spéculation professionnelle. Ce fait sera rendu palpable par le tableau suivant qui rend compte du classement professionnel des placements effectués pendant le premier semestre de 1918.

(1) Dans ces chiffres sont compris ceux de l'Office de la Seine. Voir Bulletin janvier-février-mars 1919, p. 27.

	Nombre de placements	% du nombre total des placements
Pêche.	10	»
Agriculture et forêts.	10.693	14,9
Industries extractives.	646	0,9
Industries de l'alimentation.	774	1,0
Industries chimiques.	1.028	1,4
Caoutchouc, papier, carton.	484	0,7
Industries du livre.	250	0,4
Industries textiles.	820	1,1
Travail des étoffes.	8.624	12,1
Cuirs et peaux.	1.052	1,5
Industries du bois.	2.655	3,7
Métallurgie et travail des métaux..	6.199	8,7
Industries du bâtiment.	4.110	5,7
Travail des pierres et terres au feu..	285	0,4
Manutention, manœuvres.	14.832	20,7
Transports.	1.436	2,0
Commerce de l'alimentation.	3.372	4,7
Commerces divers.	2.914	4,1
Professions libérales, administration	827	1,2
Services domestiques.	9.999	13,9
Divers.	625	0,9
Totaux.	71,625	100,0

Les chiffres précédents ne concernent que les offices des départements autres que la Seine. Une étude particulière sera faite de ce dernier.

Comme on le voit, les Offices départementaux de province ont placé une forte proportion de manœuvres : 20,7 p. 100 du total des placements. Ces opérations se rattachent surtout au recrutement organisé avec l'aide des Offices régionaux en vue de fournir à l'armée américaine les travailleurs civils qui lui ont permis d'affecter à des unités combattantes les soldats occupés dans les services de l'arrière. Viennent ensuite les placements dans l'agriculture : près de 15 0/0. Notons aussi le nombre important des placements dans les industries du vêtement, du bois, la métallurgie et le travail des métaux, les industries du bâtiment.

L'expérience a montré que les bureaux municipaux et l'Office départemental sont appelés à de constantes relations; ils peuvent se prêter un mutuel appui en vue de l'œuvre commune d'organisation du marché local du travail. S'il n'existe pas de bureaux municipaux dans un département, l'Office départemental y supplée; s'il en existe, il renforce leur action en coordonnant leurs efforts. La solidarité étroite de l'Office départemental et des bureaux municipaux s'est manifestée par d'intéressantes combinaisons. Dans un certain nombre de départe-

ments, l'Office départemental et le Bureau municipal du chef-lieu ou de la ville où l'activité économique est la plus développée, ont été greffés l'un sur l'autre; tantôt le bureau municipal a été investi de la fonction d'office départemental, tantôt ce dernier a reçu la mission de gérer le bureau municipal.

L'organisme commun fonctionne à moins de frais que deux organismes distincts subsistant côte à côte. Cette fusion a également permis aux employés du service commun d'acquérir la double expérience des opérations de placement locales et interlocales.

Au commencement de novembre 1917, les offices départementaux tinrent à Paris leur première conférence technique et émirent un certain nombre de vœux d'ordre pratique (1).

Dans le but de coordonner les travaux des offices départementaux, des offices régionaux ont été établis à Paris, Lyon, Lille, Marseille, Toulouse et Nantes. On a pensé que, entre les organismes locaux chargés de répartir la main-d'œuvre dans un rayon déterminé, d'une part, et l'Office national, ayant

(1) Voir Bulletin du Ministère du Travail, octobre-novembre-décembre 1917, p. 525.

mission de stimuler les efforts, de réunir la documentation générale et de compenser les besoins de main-d'œuvre dans l'ensemble des circonscriptions, d'autre part, il y avait place pour des organismes chargés de ventiler la main-d'œuvre dans les zones qui ne seraient ni politiques ni administratives.

Ces organismes, comprenant un certain nombre d'organes municipaux ou départementaux, correspondent aux besoins économiques d'une région déterminée.

Les offices régionaux créés à une époque où il était indispensable de recruter systématiquement la main-d'œuvre nécessaire aux usines de guerre, ont joué un rôle bienfaisant. Parfois ils ont heureusement substitué leur initiative à celle des organismes locaux. Mais, à l'heure actuelle, où les efforts tendent à rendre normale la situation du marché du travail, la coexistence, dans une région, de deux organismes, l'un régional, l'autre départemental ou municipal, recevant chacun pour son compte des demandes d'emploi, sollicitant séparément des offres de travail ne saurait plus être justifiée. L'opinion des chefs des offices régionaux est très nette sur ce point. Ils demandent qu'on restreigne le champ d'action de ces offices en tant qu'organes de placement, qu'on l'étende au contraire et qu'on le perfectionne en tant qu'organe de renseignement.

L'unité de placement est un desideratum essentiel des praticiens (1).

**Office départemental du Placement
et de la Statistique du Travail de la Seine**

Dans ses séances des 18 et 26 mai 1915, la Commission mixte départementale, présidée par M. Paul Strauss, sénateur de la Seine, adoptait à l'unanimité, sur le rapport de M. Henri Sellier, un vœu tendant à l'organisation d'un recensement des chômeurs bénéficiaires de secours de chômage et à

(1) La déclaration du Congrès de Marseille, les 9 et 11 janvier 1919, porte que l'unité est la condition absolue de toute organisation efficace. « Il faut, dit cette déclaration, que, dans chaque centre, un seul service soit qualifié pour effectuer les opérations de placement, qu'il concentre toute la main-d'œuvre disponible et la répartisse judicieusement... Ce service sera, suivant les circonstances et la composition économique du milieu sur lequel il est appelé à agir, municipal ou intermunicipal, départemental, voire même interdépartemental, et ses efforts seront centralisés par des organismes de coordination superposés aboutissant au centre à la constitution d'un office national, grand régulateur des mouvements de la main-d'œuvre sur tout le territoire français. Voir : Association française pour la Lutte contre le Chômage. Bulletin n° 22, p. 24.

la création d'un office départemental du placement et de la statistique du travail.

A la session du Conseil général, qui se tint au mois de juin suivant, M. Henri Sellier reprit, au nom de la Commission du travail et du chômage (1), le rapport très documenté qu'il avait présenté à la Commission mixte départementale. L'office dont il s'agit fut créé par délibération du Conseil général du 23 juin 1915 (2).

Dès que fut achevé le recensement général des chômeurs secourus par les fonds de chômage des départements, il ouvrit son premier service de placement, dans les premiers jours de novembre 1916.

L'Office départemental de la Seine est administré par une commission de quatorze membres nommés par le préfet de la Seine. Le président est désigné chaque année par l'Association française pour la lutte contre le chômage et les autres membres, nommés pour trois ans, comprennent : deux représentants du Conseil général de la Seine, deux représentants du ministre du Travail, un représentant du préfet de la Seine, trois patrons et trois ouvriers désignés par les conseillers prud'hommes patrons

(1) Conseil général de la Seine, 1915. — Document n° 6.

(2) Compte rendu de la séance du Conseil général du 23 juin 1915. *Bulletin municipal officiel* du 24 juin 1915.

et par les conseillers prud'hommes ouvriers du département, un patron et un ouvrier désignés par chacune des commissions paritaires des services de placement professionnels institués par l'Office départemental.

Le placement est professionnel et opéré suivant le système paritaire. Des commissions mixtes sont chargées, sous la responsabilité de l'Office, d'administrer les services professionnels. Elles sont composées d'un nombre égal de patrons et d'ouvriers sous la présidence d'une personnalité neutre. Toutefois, dans certaines professions pour lesquelles il eût été impossible d'assurer une égale représentation des employeurs et des employés (par exemple, les manœuvres, les gens de maison), il a été créé des succursales de placement auprès du service de classement général.

L'Office départemental s'occupe également du placement des réformés et des mutilés de la guerre, mais ceux-ci sont placés au même titre que les ouvriers valides et l'Office n'a pas créé pour eux de service spécial.

Abandonnant les méthodes bureaucratiques qui ont si longtemps paralysé les bureaux municipaux, l'Office départemental de la Seine s'est constitué d'une manière commerciale. Aussi a-t-il obtenu, dès son début, des résultats très intéressants.

Si nous consultons les statistiques, nous voyons que le nombre de placements effectués par l'Office départemental de la Seine est en progression marquée :

1 ^{er} semestre 1916.....	4.047
2 ^e semestre 1916.....	12,229
1 ^{er} semestre 1917.....	21.771
2 ^e semestre 1917.....	25.023
1 ^{er} semestre 1918.....	37.727
2 ^e semestre 1918.....	61.893
1 ^{er} semestre 1919.	74.641
2 ^e semestre 1919.....	102.113

Les placements ont été surtout nombreux dans la manutention. La spécialisation professionnelle est très avancée dans cet office où il existe des sections distinctes à base paritaire pour le placement des travailleurs du vêtement, des limonadiers, restaurateurs, des coiffeurs, des ouvriers du carton, des ouvriers des industries électriques, etc.

Voici, au surplus, le classement professionnel des placements effectués par l'Office départemental de la Seine durant le premier semestre de 1918 (1).

(1) Bulletin janvier-février-mars 1919, p. 28.

	Nombre de placements	% du nombre total des placements
Pêche.	»	»
Agriculture et forêts.	407	1,1
Industries extractives.	»	»
Industrie de l'alimentation.	49	0,1
Industries chimiques.	5	»
Caoutchouc, papier, carton.	102	0,3
Industrie du livre.	105	0,3
Industries textiles.	41	0,1
Travail des étoffes.	6.587	17,5
Cuir et peaux.	33	0,1
Industrie du bois.	1.344	3,6
Métallurgie et travail des métaux..	1.860	4,9
Industries du bâtiment.	769	2,0
Travail de pierres et terres au feu..	6	»
Manutention, manœuvres, divers. . .	7.542	43,9
Transports.	53	0,1
Commerce de l'alimentation.	4.329	11,5
Commerces divers.	3.433	9,1
Professions libérales, administration	»	»
Services domestiques.	1.980	5,2
Divers.	82	0,2
Totaux ..	37.727	100,0

Ainsi les placements ont été surtout nombreux dans la manutention : près de 44 0/0. On peut dire que la section spéciale organisée par l'Office de la Seine pour le placement des manœuvres centralise vraiment les opérations de placement de ces ouvriers à Paris. Viennent ensuite les placements dans les industries du vêtement : 17,5 0/0 et les commerces de l'alimentation : 11,5 0/0. Ces placements, comme nous l'avons dit, sont assurés par des sections paritaires spéciales.

D'autre part, l'Office de la Seine a opéré un nombre relativement important de placements agricoles : 407. Les ouvriers ainsi placés ont été, le plus souvent, des ouvriers agricoles désireux de passer dans l'industrie et qu'avec le concours des offices départementaux voisins, l'Office de la Seine a pu ramener à la terre par ses pressants conseils.

SECTION III

Le Placement agricole

Le chômage de la terre n'est pas moins funeste que celui des industries. Dès le lendemain de la mobilisation, le ministre de l'Agriculture prit des

dispositions pour assurer les récoltes, puis le battage des blés, le labourage, les semailles d'automne et de printemps (1). L'utilisation de la main-d'œuvre demeurée disponible sur place, permit d'effectuer presque entièrement la rentrée des moissons. On ne saurait trop louer à cet égard l'esprit de courage et d'entr'aide des populations rurales, ni le concours zélé que leur apportèrent les réfugiés des régions envahies ou menacées par l'ennemi. Mais pour les travaux ultérieurs, les mesures prises devinrent insuffisantes.

Au 1^{er} janvier 1916, l'enquête officielle sur les superficies ensemencées de céréales d'hiver faisait ressortir, comparativement à 1914, une diminution de plus de 700.000 hectares pour la seule partie du territoire non occupé par l'ennemi. Les autres cultures n'accusaient pas une moindre diminution. La pénurie de main-d'œuvre était sans contredit la cause principale de cet état de choses.

L'emploi des prisonniers de guerre et des exotiques au cours de 1915 n'avait donné qu'un faible rendement.

La seule solution, vraiment efficace, était la restitution aux travaux ruraux d'une partie des agri-

(1) Voir Association française pour la lutte contre le chômage, Circulaire n° 22 du Secrétariat général.

culteurs mobilisés. On n'hésita pas à s'engager dans cette voie (1). (Circulaire du général Galliéni, ministre de la Guerre, en date du 22 décembre 1915. — Circulaire du 10 mai 1916. — Circulaire du ministre de l'Armement du 22 juillet 1916. — Circulaire du ministre de la Guerre du 21 avril 1917.) Les dispositions de ces divers textes ont été précisées et complétées dans le décret du 30 décembre 1917, relatif à l'emploi des « vieilles classes » détachées aux travaux agricoles et travaillant pour la collectivité.

En dehors de ces mesures d'ordre général, des permissions et des sursis spéciaux ont été accordés aux mobilisés, soit en raison de l'urgence des travaux agricoles saisonniers, soit en raison de la spécialité professionnelle des hommes.

En même temps que les pouvoirs publics se pré-occupaient de fournir à l'agriculture la main-d'œuvre défaillante, par le moyen d'équipes de soldats français ou de prisonniers ennemis, ils étudiaient les moyens susceptibles d'organiser le travail dans les campagnes. Cette organisation est due à l'Office national de la main-d'œuvre agricole et aux bu-

(1) Voir Association française pour la lutte contre le chômage. Bulletin n° 9.

reaux départementaux de placement. Ces derniers fonctionnent d'ailleurs concurremment avec les offices départementaux.

Office national de la main-d'œuvre agricole

Dès les premiers mois des hostilités, le ministre de l'Agriculture reçut de très nombreuses demandes d'emplois. Par les soins des grandes sociétés d'agriculture, de la légation de Belgique, etc., à qui les demandes furent transmises, une partie importante des postulants put être utilisée; ils furent surtout répartis dans les pays de grande culture. Pour le placement de la main-d'œuvre agricole, un service spécial fut alors improvisé au cabinet du ministre de l'Agriculture (1). Ce service fut désorganisé et prit fin lors de l'exode à Bordeaux de la plupart des services administratifs centraux. Des mesures d'initiative privée furent également prises, en vue du placement de la main-d'œuvre, par divers groupements dont un certain nombre fusionnèrent pour

(1) Association française pour la lutte contre le chômage. Circulaire n° 22 du Secrétariat général, p. 31.

former le « Comité de coordination des offres et demandes de travail ». Cet organe devint ultérieurement le « Comité du travail agricole pour les réfugiés » et fut officiellement reconnu par l'Office central de placement des chômeurs et réfugiés (1).

D'autres institutions privées s'occupèrent avec zèle du placement de la main-d'œuvre agricole au début de la guerre. Ce furent, notamment, le Syndicat central des Agriculteurs de France et les Compagnies des chemins de fer P.-L.-M. et de l'Orléans.

Tous les efforts furent centralisés à l' « Office national de la main-d'œuvre agricole », dont les services s'ouvrirent, le 15 mars 1915, sous le patronage du ministère de l'Agriculture et des grandes sociétés agricoles (1). Il tint sa première séance le 23 avril. Son but est de centraliser toutes les offres et demandes d'emplois en matière de travail agricole. Une circulaire fut adressée à tous les groupements agricoles du pays.

« L'Office de placement, disait-elle (2), recevra les demandes de tous les propriétaires en quête

(1) Association française pour la lutte contre le chômage. Circulaire n° 22 du Secrétariat général, p. 30.

(2) Voir le compte rendu de sa première réunion dans *La main-d'œuvre agricole*, numéro de mai 1915.

d'ouvriers et tâchera de leur signaler des travailleurs à embaucher. A cet effet, il cherchera dans les rangs de tous les chômeurs, qu'il s'agisse ou de réfugiés, ou d'ouvriers des villes, quelquefois désireux de se placer à la campagne. L'Office se préoccupe également de trouver pour les agriculteurs de la main-d'œuvre étrangère, par exemple espagnole... Tous les agriculteurs pourront utilement s'adresser à l'Office du placement pour lui demander des ouvriers... Pour recruter la main-d'œuvre qui manque, il ne suffit pas de l'attendre, il faut, par une propagande active, la susciter partout où on le peut, en se mettant en rapport dans chaque ville, dans chaque village, avec les réfugiés de toutes catégories, les ouvriers sans travail, les femmes de mobilisés, en cherchant pour eux un travail qui leur convienne... »

La publicité de l'Office ne s'adresse jamais aux employeurs. Néanmoins les offres d'emploi ont été fort nombreuses. D'autre part, il a fait beaucoup d'efforts pour galvaniser la main-d'œuvre agricole et pour toucher tous les travailleurs susceptibles de se livrer aux travaux de l'agriculture.

Du 15 mars, date de sa fondation, au 31 mai 1915, l'Office a reçu 9.103 offres d'emplois et 4.419 demandes d'emplois. Il a effectué 2.205 placements. Pendant les mois de juin et de juillet de la même

année 1915, le nombre des placements a sensiblement augmenté : 1.601 en juin, 2,212 en juillet (1). Durant le mois d'août, il s'est élevé à 2.854. Du 1^{er} septembre au 31 décembre, le nombre des placements, après s'être élevé jusqu'à 2.324 en octobre, est descendu jusqu'à 263 en décembre.

Pendant le premier trimestre de 1916, l'Office a placé 1551 réfugiés et chômeurs, en avril et mai, 1.364. Puis, de juin à octobre, le nombre des placements a été en diminution progressive. Le rapporteur de la commission administrative de l'Office, le 10 novembre 1916, pouvait se féliciter de cette diminution prouvant que les réfugiés et les chômeurs étaient pour la plupart demeurés dans les places qui leur avaient été procurées.

Comités et Offices départementaux

La main-d'œuvre étrangère et coloniale

Dans le but de décentraliser son action, l'Office s'est efforcé de provoquer la création de comités départementaux de la main-d'œuvre agricole. A cet effet, il a fait appel à la collaboration des direc-

(1) *Main-d'œuvre agricole*, août 1915, p. 2.

teurs des services agricoles départementaux. Des organisations de ce genre furent établies dans un certain nombre de départements. Mais elles eurent peu d'activité. Elles furent concurrencées par les offices départementaux du Ministère du Travail qui s'occupaient eux-mêmes du placement agricole. Il n'est pas douteux que le fait même, par les offices départementaux de placement, de s'occuper du placement dans l'agriculture contrarie le développement des bureaux départementaux de main-d'œuvre agricole. Néanmoins, ces derniers ont collaboré utilement avec l'Office national au recrutement de la main-d'œuvre étrangère.

Le rôle de l'Office national s'est d'ailleurs borné à faciliter l'immigration de la main-d'œuvre étrangère, sans procéder directement lui-même au recrutement. Ni le recrutement à l'étranger, ni la répartition des travailleurs en France ne pouvaient être officiels. L'Office eut donc le simple rôle d'un organe centralisateur et directeur; il constitua des bureaux d'immigration ayant pour but de faciliter l'entrée des travailleurs étrangers en France par la simplification des difficultés qu'elle présente, surtout en temps de guerre. Les conditions et le mode de fonctionnement de ces bureaux furent déterminés par un règlement du 1^{er} mars 1916. Ils sont gérés par les agents de l'Office national, sous le contrôle des commissaires spéciaux de police; par leurs

soins, il est délivré aux ouvriers de profession agricole des cartes et permis de séjour dispensant de passeports et donnant droit au demi-tarif sur les grands réseaux français. La carte doit porter le nom de l'employeur, ou, à son défaut, celui d'un comité qui devra ensuite faire apposer sur celle-ci tous visas utiles, lorsque l'ouvrier sera définitivement placé. Les offres d'emplois peuvent être déposées dans les bureaux d'immigration, soit par les soins du service central de l'Office, soit directement par les employeurs. Les ouvriers doivent disposer de ressources suffisantes pour se rendre à pied d'œuvre. Si les ouvriers recrutés n'apparaissent pas aptes aux travaux pour lesquels ils ont été embauchés, les agents de l'Office doivent le signaler aux commissaires spéciaux de police.

Ce fut d'abord et surtout à l'Espagne que l'agriculture demanda une partie de sa main-d'œuvre de complément. Depuis longtemps déjà, les ouvriers espagnols avaient été utilisés dans les départements du Sud-Ouest. On chercha à les introduire dans d'autres régions. Sur les démarches de M. Treignier, député de la Creuse et chargé de mission spéciale par le ministre de l'Agriculture, les Ministères de l'Intérieur, de la Guerre et des Affaires étrangères se mirent d'accord pour apporter des dérogations aux règlements relatifs à l'immigration.

D'un autre côté, des concessions importantes fu-

rent obtenues de la Compagnie du Midi pour les ouvriers voyageant par train complet. Des bureaux furent établis à Cerbère, Hendaye, Cette et Tramezaygues. On avait aussi pensé à organiser une immigration portugaise. Mais la question fut suspendue par suite de la déclaration de guerre de l'Allemagne au Portugal.

Il n'était guère possible de trouver des travailleurs en Italie et en Suisse. Même avant l'entrée de l'Italie dans le conflit européen, la main-d'œuvre italienne se trouvait indisponible par suite de l'interdiction faite en Italie d'y recruter des ouvriers pour aucun des pays belligérants (1). En Suisse, la main-d'œuvre est, en général, plutôt rare et se trouvait encore diminuée du fait de la mobilisation de l'armée et du retour dans leurs pays d'un grand nombre d'Italiens.

L'Office de la main-d'œuvre agricole a aussi cherché à recruter de la main-d'œuvre coloniale. Il eut d'abord l'idée de s'adresser à la main-d'œuvre kabyle et marocaine.

La question du travail des indigènes algériens en France était déjà posée avant la guerre. Elle

(1) Un bureau frontière fut cependant créé à Larche (Basses-Alpes) pour permettre aux ouvriers agricoles italiens de venir aider aux travaux des champs dans la région du sud-est.

avait fait l'objet d'une enquête par une commission nommée par le gouverneur général. Conformément aux conclusions du rapport de cette commission, on avait envisagé la création, à Paris, d'un Office spécial d'émigration, en vue de diriger et de favoriser le travail des Kabyles dans la métropole. Plusieurs sociétés d'agriculture s'étaient également occupées de la même question. Enfin, un comité de protection des sujets français avait, de son côté, tenté d'organiser le recrutement de la main-d'œuvre berbère.

La mobilisation interrompit ces essais. Aussi bien le Maroc, occupé à des travaux publics d'une importance considérable, ne put-il venir en aide à la métropole.

Cependant l'expérience fut tentée. A la date du 14 juillet 1915, le gouverneur général de l'Algérie informait que 800 ouvriers étaient prêts à partir. Ils furent acceptés et dirigés dans l'Eure-et-Loir pour la levée des récoltes. Ce contingent kabyle s'éleva plus tard à 1.037 individus. Leur rendement fut faible (1).

(1) Voir le rapport de la Commission chargée d'étudier les conditions du travail des indigènes algériens dans la métropole, 1914. Voir aussi la Lettre adressée à l'Office de la main-d'œuvre agricole par M. Lutaud, gouverneur général de l'Algérie, dans la *Main-d'œuvre agricole*, numéro de juin 1915.

Ce premier essai ne fut pas suivi. Le ministre de la Guerre s'étant réservé le recrutement des travailleurs coloniaux, une entente interministérielle intervint entre lui et le ministre du Travail. Aux termes de celle-ci, le ministre de la Guerre autorisait le gouverneur général de l'Algérie à prélever, sur les ouvriers de l'Afrique du Nord, un contingent qui devait être mis à la disposition de l'agriculture par les soins de l'Office national de la main-d'œuvre agricole. Un travail important fut accompli dans ce sens, des frais furent exposés, mais, au dernier moment, le gouverneur général de l'Algérie fit savoir au Ministère de l'Agriculture que le recrutement ne serait pas opéré; en même temps il retournait les fonds qui lui avaient été adressés.

L'Office n'eut pas plus de chance avec les travailleurs militaires annamites. Sur l'autorisation du ministre de la Guerre, il s'entremet pour les offrir aux viticulteurs du Midi. Des commandes assez nombreuses furent enregistrées, mais des raisons d'ordre sanitaire exigèrent une quarantaine prolongée qui empêcha que ces travailleurs pussent être fournis en temps utile.

Quelle est, en définitive, la situation dans l'agriculture?

Aujourd'hui le placement agricole s'effectue par les offices départementaux qui en ont fait une branche importante de leurs services.

Mais il existe aussi quelques bureaux départementaux dont l'Office national de la main-d'œuvre agricole essaie de multiplier le nombre. Ces bureaux peuvent être fondés par n'importe quelle personnalité ou institution, mais leur rattachement à l'Office national n'est accordée que s'ils représentent l'ensemble des associations et groupements agricoles du département et s'ils s'abstiennent de donner à leur action une tendance exclusiviste. Ils s'occupent surtout de placer les ouvriers français, laissant le placement des exotiques aux bureaux d'immigration, mais tout en se tenant en relations avec eux. L'Office national de la main-d'œuvre agricole leur accorde des subventions proportionnelles aux placements qu'ils ont effectués.

Or, à la fin de 1917, les chiffres relatifs à la main-d'œuvre agricole étaient les-suivants :

1° Le détachement des « vieilles classes » avait donné à la terre environ 280.000 hommes, placés, le plus possible, dans leur résidence habituelle ou mis à la disposition des commissions départementales.

2° Les prisonniers de guerre, répartis en tenant compte des besoins de chaque département, forment un contingent de 45.000 travailleurs.

3° Les ouvriers coloniaux, 6.000 hommes environ.

4° Les internés civils, 2.000 hommes environ.

A ces travailleurs, placés sous le contrôle de l'autorité militaire, et qui viennent recomposer ou assister la population agricole normale, il faut ajouter les quelque cent mille étrangers, presque tous Espagnols, dont le service de l'immigration a enregistré l'arrivée en France du 1^{er} janvier 1916 au 30 septembre 1917 (1).

(1) Du 1^{er} janvier 1916 au 1^{er} octobre 1917, il est entré en France 171.425 ouvriers espagnols, dont 88.837 travailleurs agricoles. Il en est demeuré 101.914, dont 52.029 ouvriers agricoles. Depuis le début de la guerre jusqu'à la fin de 1915, on estime à environ 52.000 le nombre des ouvriers espagnols restés en France, dont 25.000 dans l'agriculture.

Voir Association française pour la lutte contre le chômage, Bulletin n° 9, Echos et informations.

CHAPITRE IV

L'état actuel du Marché du Travail

Au lendemain de l'armistice, deux problèmes difficiles étaient à résoudre : le licenciement dans les usines de guerre et la démobilisation.

Ces deux graves mesures, en rendant brusquement à la vie économique normale un nombre considérable de travailleurs des deux sexes, devaient provoquer une crise de chômage. Nous en avons étudié ailleurs l'intensité (Cf. p. 20). Pour y remédier, certains groupements ouvriers et patronaux, des publicistes et même les pouvoirs publics avaient, de longue date, témoigné la préoccupation d'organiser l'industrie et le placement au lendemain des hostilités. Un programme général de travaux et fabrications pour l'après-guerre immédiat aurait dû comporter une section relative aux travaux publics d'intérêt immédiat, une autre indiquant les reconstructions à entreprendre dans les pays libérés, une

troisième traitant de la transformation des usines de guerre.

Ce plan d'ensemble ne fut pas suivi, mais il fallait songer cependant, de toute nécessité, à transformer les usines de guerre dont la production était du jour au lendemain devenue sans objet. Pour les besoins du seul Ministère de l'Armement plus de 1.500.000 personnes, dont près d'un tiers de femmes, étaient occupées. Un Ministère de la reconstruction industrielle fut créé (Décret du 26 nov. 918) aux lieu et place du Ministère de l'Armement; un crédit de deux milliards et demi a été demandé par lui, afin de lui permettre d'alimenter de commandes les ci-devant usines de guerre.

Le ministre, dans une circulaire datée du 13 novembre, insistait sur la nécessité d'éviter, pendant la transition, le chômage, surtout chez les femmes.

On essaya d'y parer, d'abord en supprimant les heures supplémentaires, le travail de nuit, en diminuant la durée des journées ou des semaines, mais il fallut finalement en venir au licenciement partiel, et jusqu'au renvoi, dans les dépôts militaires, de mobilisés détachés en usine.

Le licenciement des femmes a finalement pris de grandes proportions, malgré la bonne volonté à les employer.

Ce renvoi, en effet, a des conséquences graves; il libère un grand nombre de femmes dont beau-

coup ne travaillaient pas avant les hostilités et qui, du fait que le soutien de famille n'est pas là, auront besoin, pour vivre et élever leurs enfants, de continuer une besogne quotidienne. D'autres femmes, qui appartenaient à des professions diverses, les ont abandonnées pour entrer dans des usines de guerre; elle doivent se réemployer dans leur ancien métier. Sans doute, des femmes resteront dans la métallurgie, mais celle-ci ne saurait immédiatement absorber l'ensemble de cette main-d'œuvre.

La fermeture ou les transformations des usines de guerre intéressent aussi, quoique à un moindre degré, les hommes qui y étaient employés.

Afin de se rendre compte des efforts accomplis dans le sens de la transformation des usines de guerre, en vue des productions de paix et d'assurer immédiatement du travail aux ouvriers des usines de guerre, notamment au personnel féminin, le ministre du Travail a adressé aux inspecteurs divisionnaires une circulaire, en date du 23 décembre 1918. Il leur demandait de lui signaler les dispositions déjà adoptées ou en projet dans les établissements industriels de leurs circonscriptions. Il les invitait à lui faire connaître, pour chaque usine de guerre en voie de transformation :

- 1° La nature des fabrications de guerre.
- 2° Les nouvelles fabrications réalisées.

3° Le personnel masculin et féminin employé avant la guerre et actuellement.

4° Le nombre approximatif d'ouvriers et d'ouvrières qui seront employés après la réalisation des transformations. La circulaire signalait, en outre, d'après les indications relevées dans les publications françaises ou étrangères, ou suggérées par des analogies de technique industrielles, les fabrications que les usines de guerre pourraient entreprendre rapidement ou adjoindre à leur fabrication actuelle, en vue d'éviter tout chômage (1).

En réponse à cette circulaire, les inspecteurs ont fait connaître qu'à la date du 15 mars 1919, 952 établissements s'étaient transformés en vue des fabrications de paix. Ces établissements qui, avant l'armistice, occupaient 371.699 personnes, soit 261.924 hommes et 109.775 femmes, en employaient, à la date indiquée, 243.416, soit 194.648 hommes et 48.768 femmes, à ces travaux.

Les rapports des inspecteurs fournissent d'intéressantes indications sur la nature des fabrications qui ont remplacé totalement ou partiellement les

(1) Voir la liste de ces fabrications, ainsi que l'analyse de la circulaire dont il s'agit dans le Bulletin du Ministère du Travail, numéro de janvier-février-mars 1919.

productions de guerre et sur les modifications réalisées dans un certain nombre d'usines travaillant avant l'armistice pour la défense nationale (2).

Parmi les usines de guerre, il y a lieu de distinguer celles qui existaient déjà avant les hostilités et celles qui ont été créées spécialement pour les besoins de la défense nationale.

Les premières ont, en général, repris leurs anciennes occupations et conservé la presque totalité de leur personnel. Quelques-unes d'entre elles, qui se sont agrandies, se sont trouvées dans l'obligation d'aborder quelques nouvelles fabrications. Dans la seconde catégorie et, en particulier, dans les usines d'aviation, des transformations assez importantes doivent être faites pour l'adaptation aux fabrications de paix. C'est surtout dans ces établissements que le personnel a été congédié. Cependant, quelques-uns d'entre eux, dont les marchés en cours n'étaient pas terminés, ont pu garder une partie de leur personnel en ramenant la durée du travail à huit heures et même à sept heures. Quelques-uns des industriels qui avaient créé des usines spécialement pour les fabrications de guerre n'étaient pas encore fixés sur leurs projets, quand l'armistice est intervenu.

(2) *Ibidem*, pages 6 et suivantes.

L'enquête est poursuivie dans tout le pays par le Ministère du Travail, en vue de déterminer le nombre d'ouvriers et d'ouvrières occupés avant l'armistice aux fabrications de guerre et actuellement dans les mêmes usines transformées en fabrications de paix. Certains résultats sont déjà connus :

Au mois de mars 1919, dans la circonscription divisionnaire de Paris, les chiffres étaient les suivants : Alors que 119 établissements, travaillant avant l'armistice à des fabrications de guerre, occupaient 65.237 hommes et 31.565 femmes, ces mêmes usines occupaient, à la date indiquée, à des fabrications de paix, 46.216 hommes, soit 19.021 de moins et 14.968 femmes, soit 16.597 de moins qu'avant l'armistice (1).

Dans l'ensemble du pays, 380 établissements soumis à l'enquête occupaient avant l'armistice, aux fabrications de guerre, 119.756 hommes et 56.180 femmes et n'occupaient plus, en mars, à des fabri-

(1) Fin février 1919, il y avait à Paris 37.221 chômeurs. En février 1915, le nombre des chômeurs était de 193.417 pour Paris et en octobre 1914, de près de 300.000. Voir Association française pour la lutte contre le chômage, n° 23 : L'état actuel de la lutte contre le chômage comme indice de la crise de transformation des industries.

cations de paix, que 84.849 hommes et 26.236 femmes.

A côté de la démobilisation des usines, si l'on peut ainsi parler, un autre facteur important intervient pour influencer le marché du travail : c'est la démobilisation des hommes. A cet égard, les pouvoirs publics n'ont pas été imprévoyants.

D'abord, la loi du 22 novembre 1918 a garanti aux employés leur emploi; mais les conditions de rémunération, la disposition de certaines usines, les difficultés qui peuvent s'élever entre les démobilisés et les patrons font que ce emploi est, bien souvent, illusoire. Or, il est indispensable que le chômeur, quel qu'il soit, ait de quoi manger pendant la durée de son chômage et puisse retrouver du travail. Pour parer aux éventualités immédiates de la démobilisation on a eu recours aux allocations de chômage.

Le régime des fonds de chômage avait été modifié par le décret du 19 avril 1918. Jusqu'à ce moment, les fonds municipaux de chômage étaient complètement autonomes et les communes absolument libres, dans la limite prévue par le décret organique, d'organiser leurs fonds de chômage comme bon leur semblait. Le département de la Seine n'intervenait, et uniquement pour les communes de la banlieue, que sous forme d'une subvention. Il prêtait son concours aux communes de moins de 5.000

habitants qui, aux termes des décrets organiques, n'ont pas le droit de constituer isolément des fonds de chômage. Le décret du 19 avril 1918 étendit à tous les chômeurs le bénéfice de l'intervention de l'Etat, intervention jusqu'alors limitée aux seuls chômeurs du fait de la guerre. En outre, un décret du 19 janvier 1919 a porté à 60 0/0 le montant de la subvention de l'Etat et élevé le taux maximum des secours pour lesquels elle entre en ligne de compte, soit 2 fr. 25 pour les chefs de famille, 1 franc pour chaque personne à leur charge et 0 fr. 75 pour les ascendants.

Un autre décret, du 26 janvier 1919, a autorisé le cumul, jusque-là interdit, de l'allocation militaire et de l'allocation de chômage.

Les traits généraux de la réglementation actuelle sont les suivants : Les communes de plus de 5.000 habitants ont la faculté de constituer des fonds de chômage dont le bénéfice est assuré à tous les chômeurs, à l'exclusion des personnes inscrites à l'assistance aux vieillards ou titulaires d'une pension de retraite, en vertu de la loi de 1910. L'Etat participe à 75 0/0 de la dépense, dans la limite des secours maxima indiqués. En ce qui concerne les communes de moins de 5.000 habitants, l'Etat n'intervient que si celles-ci constituent des organismes communaux groupant une population supérieure à

ce chiffre, ou, ainsi que cela s'est fait dans le département de la Seine, si ces communes sont groupées en fonds départemental de chômage.

Le Conseil municipal de Paris (Séance du 27 janvier 1919) et le Conseil général de la Seine (Séance du 3 février suivant) ont majoré, en prenant la différence à leur charge, les taux des allocations qui ont été fixées à 2 fr. 75 pour le chômeur chef de ménage, à 1 fr. 25 pour le conjoint chômeur et pour chacun des enfants au-dessous de seize ans, et à 1 franc pour l'ascendant sans travail à la charge du chef de ménage.

Aussi bien est-il permis de penser que la crise de chômage ne sera pas de longue durée. Il peut se produire actuellement un déséquilibre entre l'offre et la demande d'emploi. Mais on peut lutter contre lui avec un bon instrument de placement. Or, cet instrument existe. Il y a, dans tous les départements, un office de placement en relation avec les offices régionaux de Paris, Lyon, Lille, Marseille, Toulouse et Nantes et avec l'Office central de Paris.

Quatre-vingt-dix de ces offices sont contrôlés par des commissions où les patrons et les ouvriers sont en nombre égal. Ces offices ont placé, en 1918, plus de 400.000 personnes et l'on s'attend, pour 1919, à un chiffre de placements qui ne sera pas inférieur à 700.000.

En ce qui concerne, d'ailleurs, la période transitoire de la démobilisation, d'actives mesures ont été prises pour faciliter le placement des démobilisés.

On a d'abord procédé au recensement des hommes qui, sur le point d'être libérés, se trouvaient sans emploi en perspective. L'administration de la guerre fit établir, à cet effet, une fiche spéciale de recensement, sur laquelle le démobilisé indiquait notamment s'il désirait être inscrit dans un office de placement gratuit pour une demande d'emploi. Ces demandes étaient transmises aux offices publics de placement. D'autre part, une circulaire du ministre du Travail, en date du 18 novembre 1918, invitait ces offices à procéder à des enquêtes auprès des groupements patronaux et des employeurs afin de se renseigner sur les besoins de main-d'œuvre, au moment où se produiraient les demandes d'emplois.

Le ministre du travail fit imprimer une notice donnant par département la liste des offices départementaux et des bureaux de placement avec l'adresse, le numéro du téléphone et le nom du directeur. Ces notices étaient distribuées aux intéressés par les offices publics de placement, et en outre par les dépôts démobilisateurs et les « Foyers du Soldat ». Ceux-ci ont été invités à collaborer étroitement avec les offices publics de placement pour assurer le placement des démobilisés. Une note de M. Deschamps, sous-secrétaire d'Etat à la démobi-

lisation, précise le rôle des « Foyers du Soldat » à l'égard des opérations de placement : « Une liaison intime, dit cette note, doit s'établir entre le dépôt, le Foyer et l'Office, le Foyer servant essentiellement d'intermédiaire et n'effectuant de placements directs que dans le cas où l'office de placement serait dans l'impossibilité de le faire. »

De son côté, le ministre du Travail a invité les offices publics de placement à se mettre en rapports 1° avec les dépôts démobilisateurs établis dans leur département; 2° avec les « Foyers du Soldat » aménagés par des dépôts. Les offices départementaux ont été invités non seulement à établir une liaison entre eux et les « Foyers du Soldat » mais à charger spécialement un de leurs agents de rester en contact permanent avec les « Foyers ».

Les offices publics de placement font périodiquement connaître le nombre de fiches de mobilisés reçues et dépouillées par eux. Au 1^{er} juin 1919, le nombre total de ces fiches était de 164.000. Le nombre des mobilisés ayant eu l'intention, avant leur départ des armées, d'avoir recours aux offices publics de placement est donc relativement très faible.

Pendant les premières semaines de la démobilisation, le placement des militaires rendus à la vie civile n'a donné lieu à aucune difficulté. La plupart des démobilisés se sont placés eux-mêmes sans avoir recours aux offices. Plus difficile a été le pla-

cement des jeunes classes. Un certain nombre d'offices départementaux signalent le grand nombre de ces démobilisés qui ne veulent pas reprendre leur emploi d'avant-guerre, lorsque ces emplois comportent des travaux pénibles. Certains demandent des emplois dans le commerce ou les bureaux; d'autres veulent être contrôleurs de travaux, surveillants ou secrétaires; les conducteurs du service automobile préfèrent la profession qu'ils ont apprise aux armées à celle qu'ils exerçaient avant la guerre.

Pour ces raisons, les offices de placement n'ont pu donner satisfaction qu'à une faible partie des intéressés, le nombre des demandes d'emplois supérieurs étant beaucoup plus élevé que le nombre d'offres dans ces mêmes emplois.

CONCLUSION

De l'étude précédente il ressort que le développement, en France, des services de placement public, leur coordination en un réseau facilitant le placement interlocal, ne datent que de la guerre. Nous avons vu, en effet, que la loi de 1904 réglementait bien le placement, mais ne l'organisait pas.

La floraison des divers services de placement que nous avons étudiés est une preuve nouvelle de la faculté d'improvisation et de redressement de notre pays. Le nombre des placements effectués, en 1918, par les offices publics dépasse de 60 0/0 le nombre des placements de 1917. La moyenne hebdomadaire des placements assurés par ces organismes est supérieure à 8.000, ce qui correspond à un chiffre annuel voisin de 500.000.

Grâce aux résultats acquis, l'opinion publique, le Gouvernement et le Parlement ont commencé à se

rendre compte de la nécessité d'organiser les relations entre l'offre et la demande de travail. Même encore, le placement en France souffre de maintes vicissitudes.

En ce qui concerne d'une part les lacunes du régime légal, il ne faut pas perdre de vue que la création des bureaux publics de placement reste toujours à la discrétion des autorités locales. Ce qu'un vote a pu décider, un autre peut l'annuler. Enfin, rien d'efficace n'a encore été mis sur pied pour lutter contre les abus du placement payant.

Il y a, d'autre part, une tendance à la dispersion des efforts dans les nouveaux organismes, marquée par le désir de maintenir, à côté des services généraux de placement, des institutions similaires, complètement autonomes, réservées à certaines professions. C'est ainsi que l'Office de la main-d'œuvre agricole a été rattaché au Ministère de l'Agriculture. De même, le Sous-Secrétariat d'Etat de la Marine marchande entend garder, de son côté, la haute main sur le placement des marins.

Enfin, signalons comme autre défectuosité du régime le manque de statut légal pour certains organismes tels que les offices départementaux dont il faudrait consacrer l'existence par la loi.

Le problème de l'organisation rationnelle du placement est à l'étude au Parlement. Une proposition de loi de M. Lauche tendant à organiser le place-

ment des ouvriers, employés et domestiques, et une proposition de M. Gaston Treignier, ayant pour objet de modifier les articles 85 et 102 du livre I^{er} du Code du Travail et concernant l'organisation du marché du travail, ont été déposées à la Chambre des députés. Elles ont été l'objet d'un important et substantiel rapport de M. Pierre Rameil (1).

Ce dernier indique en ces termes les bases sur lesquelles doit être organisé le placement, en tenant compte des essais tentés au cours de la guerre et de l'expérience étrangère (2) :

« Le placement présente le double caractère d'être une institution sociale permettant de remédier au chômage et un élément de progrès économique en contribuant à une juste et adéquate adaptation des disponibilités de main-d'œuvre aux besoins de la production.

« Une organisation rationnelle du placement doit tenir compte de ces deux points de vue, en évitant que l'un ne soit sacrifié à l'autre. Il ne faut pas que le placement soit une institution d'assistance procurant par charité aux chômeurs, à la veille de

(1) Chambre des députés. *Journal officiel*, 1917, annexe n° 3.197 à la séance du 8 novembre.

(2) Rapport précité, page 223.

tomber dans la misère, une occupation quelconque, sans tenir compte de leurs facultés, de leurs besoins et des conditions économiques.

« Il ne doit pas être davantage entre les mains des patrons un instrument de domination de la classe ouvrière, leur permettant d'obtenir à des conditions fixées par eux la main-d'œuvre dont ils ont besoin; mais en conciliant les deux aspects du problème, il doit permettre au chômeur de trouver à tout moment, sur l'ensemble du marché, l'emploi qui convient à sa capacité et à tout employeur de savoir à un moment donné où se procurer, et dans quelles conditions, la main-d'œuvre nécessaire à ses besoins et même, s'il ne la trouve pas sur le marché national, de la faire venir des colonies ou de l'étranger. »

Partant de ces idées directrices, le rapport met en lumière les cinq principes qui doivent présider à l'organisation rationnelle du placement : 1° Organisation publique ; 2° Organisation paritaire ; 3° Centralisation et intercommunication ; 4° Spécialisation ; 5° Organisation commerciale.

En premier lieu, il faut que le placement soit réglementé par les pouvoirs publics. Institution d'intérêt général, elle ne peut être abandonnée à la libre initiative individuelle. Toutes les législations d'ailleurs s'acheminent plus ou moins vers le pla-

cement public. Du caractère public du placement résultent deux conséquences : la gratuité et l'impartialité.

La gratuité est de l'essence même du placement public. Elle a fait son apparition, en France, dans la loi de 1904, aux termes de laquelle les services de placement municipaux sont, en principe, gratuits; là, où subsiste le placement payant, la loi a spécifié que les frais doivent incomber au seul employeur. Dans l'organisation projetée, les frais des bureaux de placement devront être à la charge des pouvoirs publics. De plus, le placement doit être impartial, c'est-à-dire ouvert à tous les chômeurs et à tous les employeurs entre lesquels il doit rester strictement neutre.

En second lieu, l'organisation doit être paritaire. La direction du bureau public de placement sera confiée à une commission composée en nombre égal de représentants des intéressés. La collaboration des ouvriers et des patrons est le meilleur gage d'impartialité. Elle est aussi une œuvre de conciliation sociale. Le placement paritaire a très bien réussi à l'étranger, notamment en Allemagne (1).

(1) Picquenard : Rapport sur les bureaux de placement en Allemagne, annexé à la circulaire du ministre du Travail du 14 mars 1910 relative au placement municipal.

Autre aspect de la question : un marché restreint sera plus avantageux, au point de vue de la rapidité de l'embauchage, mais un marché étendu sera préférable, au point de vue de la meilleure adaptation des offres et des demandes. Ces deux termes paraissent en antinomie. Mais il est possible de les concilier par la superposition de « marchés de travail » de plus en plus étendus, régis par des organes hiérarchisés et en constante communication entre eux. Grâce à cette centralisation et à cette intercommunication, on peut combiner l'avantage du marché restreint, échelon inférieur dans la superposition des organes de placement, avec le marché plus large, régional ou même national, groupant et mettant en présence les offres non satisfaites sur les marchés locaux.

La centralisation et l'intercommunication peuvent seules permettre de constituer un marché national. « Par une communication constante de renseignements, les différents services de placement doivent se tenir au courant de leurs besoins et de leurs disponibilités de main-d'œuvre. Grâce à la centralisation, l'activité de chaque service de placement, au lieu de s'exercer isolément, est coordonnée à celle des organes similaires par l'intermédiaire d'un organe supérieur. Le placement peut ainsi acquérir un caractère national, car l'indication des offres et des demandes valant pour tout le

territoire, celui-ci se trouve transformé en un vaste et unique marché du travail qui pourra même, au besoin, trouver un prolongement aux colonies et à l'étranger » (1).

La spécialisation du placement est un autre desideratum. L'une des premières qualités du placement est la rapide adaptation de l'offre et de la demande de travail. L'indication de la main-d'œuvre disponible ou recherchée doit donc être facilement constatée. Or, il serait impossible de s'y reconnaître parmi les milliers de fiches si l'on se bornait à les ajouter les unes aux autres par ordre chronologique.

D'où la nécessité d'une classification. Cette spécialisation doit être faite à plusieurs points de vue. Et il importe de tenir compte non seulement de la profession, mais aussi du sexe, de la qualification et de l'âge de celui qui sollicite un emploi.

Enfin, le placement doit être géré d'après des méthodes commerciales. Il faut renoncer à l'esprit et à la routine bureaucratiques. Le principe d'une gestion commerciale, c'est de fournir satisfaction à la clientèle et de développer les opérations de l'entreprise. Les commissions mixtes des bureaux de

(1) Rapport précité de M. Rameil, p. 275.

placement et les agents devront s'inspirer de cette conception. Et celle-ci devra se traduire par les procédés de travail, par l'installation matérielle des locaux, par le choix du personnel.

Un bureau de placement, pour être à la hauteur de sa tâche, ne doit pas se contenter d'attendre les demandes et les offres d'emplois, il doit les provoquer, et il ne doit pas craindre, dans ce but, de recourir aux procédés en usage dans le commerce et de solliciter les clients par les affiches, les annonces et les prospectus.

C'est sur ces données, à la fois rationnelles et expérimentales, qu'il importe d'organiser le placement en France.

Souhaitons que le législateur nouveau, qui vient de sortir de la volonté du pays, accomplisse cette œuvre nécessaire à la reconstitution et à la prospérité nationales.

APPENDICE

La Méthode de l'Office départemental de la Seine

Les principes du placement rationnel, tels que nous les avons dégagés dans la conclusion de l'ouvrage, ont reçu une application pratique dans l'institution de l'Office départemental du placement et de la statistique de la Seine. Cet organisme, que nous avons déjà étudié dans ses grandes lignes (1), peut servir, à bien des égards, de modèle aux autres bureaux de placement, par le souci de perfection qu'ont apporté ses fondateurs et ses administrateurs à l'organisation rationnelle et méthodique des services.

(1) Voir page 76.

Grâce à l'obligeance de son éminent directeur technique, M. André Touzaa, nous avons pu étudier sur place le fonctionnement de l'Office départemental dans deux de ses sections les plus importantes, celle des industries du vêtement et celle des restaurateurs-limonadiers.

Chaque section a, dans ses méthodes, son originalité propre; une expérience journalière a souvent conduit les administrateurs à modifier leur gestion dans un sens pratique. Toutefois, l'opération de placement s'effectue uniformément dans les diverses sections.

Une telle opération comporte trois étapes : la réception de l'offre, la réception de la demande, l'essai de placement.

L'offre se fait, le plus souvent, par poste ou par téléphone. Le courrier est dépouillé chaque matin, avant l'ouverture des bureaux au public; les offres sont immédiatement classées et transmises, respectivement, au préposé au placement qu'elles concernent; celui-ci les transcrit sur fiches en papier fort, de couleur grise pour les offres concernant un homme, de couleur verte pour les offres concernant une femme; il les classe par spécialité professionnelle dans un casier à gradins, d'un maniement facile, dont l'ingénieuse disposition permet de trouver aisément, sans perte de temps, la fiche dont on

a besoin. Dans ce casier, un compartiment est réservé aux « placements effectués ».

Les patrons qui se présentent au service pour formuler une offre d'emploi sont immédiatement reçus par l'agent principal — ou par son second — qui, d'après leurs indications, remplit une fiche aussitôt transmise au placeur intéressé. Ce dernier s'efforce de trouver, parmi les demandeurs inscrits, celui susceptible de remplir l'emploi proposé.

De leur côté, les demandeurs entrent librement; un garçon de bureau les reçoit, leur demande quelle est leur profession (dans certains services — au Vêtement par exemple — leur remet un numéro d'ordre) et les dirige vers la salle d'attente qui leur est réservée. Si l'affluence est grande, ils prennent place, en attendant leur tour, sur les banquettes disposées à leur intention dans cette salle (1), sinon, ils gagnent immédiatement le guichet où les attend

(1) Le stationnement dans les salles d'attente dépasse rarement trois quarts d'heure. On a remarqué qu'il vaut mieux ne pas chauffer ces pièces, pour éviter que les chômeurs par paresse, oisifs, déchets sociaux de toutes sortes, n'y viennent prendre asile et détourner de la bonne voie les chômeurs involontaires à la recherche de travail.

Pour éviter la promiscuité des offreurs et demandeurs de travail, on a ménagé deux salles d'attente permettant de recevoir séparément chaque catégorie de clients.

l'agent préposé au placement dans leur profession, qui remplit les fiches de demandes d'emploi.

Voici comment sont libellées les diverses fiches :

1° Fiche d'offre d'emploi. Classement... Date... Employeur... Adresse... Tél... Arrondissement... Nombre de personnes demandées... Salaire offert... Aptitudes particulières requises... (Les réponses à ces deux dernières questions ne sont pas obligatoires.) Endroit où l'on doit se présenter... Jour et heure... Observations... En haut, dans un rectangle, se trouvent résumés pour les besoins du classement : L'emploi proposé. La spécialité.

En bas, sous la rubrique : Emplois proposés, se trouve un tableau portant dans quatre cases la date, le nom de l'employeur, l'avis à l'employeur, le résultat : Acc. P. O. Ref. P. O. Le préposé au placement marque, dans la dernière case, le résultat des démarches, lorsqu'elles ont donné lieu à acceptation ou à refus de la part du patron ou de celle de l'ouvrier.

2° Fiche de demande d'emploi. Classement... Date... Nom, Prénom... Age... Salaire demandé... Adresse... Autres conditions posées par le demandeur... Qualités professionnelles particulières... (Ces deux dernières réponses ne sont pas obligatoires.)

Observations... En face se trouve un compartiment réservé aux convocations.

Dans un rectangle, en haut et à droite, se trouvent indiquées la profession et la spécialité du demandeur; en bas, un tableau des emplois proposés analogue à celui des offres d'emploi; mais l'avis de l'employeur y est remplacé par le numéro de l'offre.

Ces dernières fiches sont de couleur bulle pour les hommes, de couleur jaune pour les femmes.

Le préposé au placement est un spécialiste très expérimenté dans la profession. Après avoir rempli, sur les indications des demandeurs, une fiche de demande d'emploi, il cherche immédiatement s'il dispose d'une offre pouvant s'ajuster à la demande.

On comprend aisément l'importance des connaissances professionnelles que doit posséder le préposé. S'il ne réussit pas à faire cadrer exactement l'offre et les demandes qu'il a en mains, il essaie d'orienter le demandeur vers le travail approchant le plus de sa spécialité. Enfin, si sa médiation échoue, il classe la fiche dans un casier réservé aux « demandes d'emploi » qui est la réplique à celui employé pour les offres.

Si l'offre correspondante existe, le préposé retire

de son casier la fiche patronale, la joint à celle qu'il vient d'établir pour l'ouvrier et les place dans un troisième casier dit des « essais de placement ». Il remet ensuite au travailleur deux cartes de format postal, pouvant circuler en franchise et destinées à faire connaître au service le résultat de l'essai de placement tenté.

L'une de ces cartes dite, « carte de présentation », doit être remise par l'ouvrier à l'employeur chez qui le Service l'envoie ; elle est de couleur grise si l'offre concerne un homme ; de couleur verte si l'offre concerne une femme ; l'employeur, quel que soit le résultat de l'entrevue, est prié de remplir cette carte et de la retourner au Service.

La carte de présentation comprend deux cases. A gauche : Paris, le... Nous avons l'honneur de vous présenter M... pour l'emploi de... auquel vous nous avez demandé de pourvoir. Veuillez avoir l'obligeance de nous faire savoir, par retour du courrier, au moyen de la présente carte (sans timbre), si vous avez pu ou non vous mettre d'accord. A droite : Réponse de l'employeur : Le candidat est-il agréé?... Faut-il vous envoyer un autre postulant... Observations... Au bas de la carte, en grosses lettres : A retourner au service.

Le demandeur, qu'il ait ou non accepté, doit éga-

lement remplir et retourner au service la seconde carte, de couleur bulle pour les hommes, de couleur jaune pour les femmes, dite carte de réponse du demandeur d'emploi.

En haut de la carte, la mention : Retourner d'urgence sans timbre. Paris, le... Avez-vous accepté l'emploi? Sinon, pour quelles raisons (indication facultative). Signature lisible. En bas : Date... Demandeur... Patron...

Dès leur retour au service, les cartes réponses sont dépouillées; si le placement est effectué, le préposé retire du casier des « essais » la fiche d'offre et la fiche de demande, y porte les indications nécessaires et classe chacune d'elles dans le compartiment réservé aux « placements effectués » dans le fichier des offres et dans celui des demandes.

Si l'offre est relative à plusieurs travailleurs et qu'un seul ait été fourni, la fiche de demande, seule, est classée dans les « placements effectués »; la fiche d'offre reprend sa place dans le casier des « offres » jusqu'à ce qu'elle ait reçu complète satisfaction.

Chaque semaine, les fiches des « placements effectués » sont classées par spécialité professionnelle et déposées aux archives du Service.

Quand l'essai de placement n'a pas réussi, la fiche d'offre et la fiche de demande sont classées dans leur casier respectif.

Il arrive assez fréquemment qu'employeurs et travailleurs négligent de retourner les cartes-réponses; si celles-ci ne lui sont pas parvenues dans un délai de quatre jours, le Service adresse aux intéressés des circulaires les invitant à lui faire connaître le résultat de leur entrevue, dont voici le texte :

Circulaires aux travailleurs : « En vous indiquant un emploi nous vous avons remis une carte jaune par laquelle vous deviez nous faire connaître le résultat de votre démarche; n'ayant pas reçu cette carte nous pensons qu'elle a pu s'égarer.

« Si vous n'avez pas accepté l'emploi, revenez nous voir et nous essaierons de vous en procurer un autre.

« Si vous l'avez accepté, ayez l'obligeance de nous en informer.

« Veuillez agréer, M..., mes salutations distinguées.

« *L'Agent Principal.* »

Une case est ménagée au bas de la feuille pour la réponse.

Circulaires aux employeurs : « Les personnes dont vous trouverez les noms ci-dessous ont été invitées à se présenter chez vous pour l'emploi auquel vous nous aviez demandé de pourvoir.

« L'Office départemental du placement vous serait obligé de lui faire connaître, en nous retournant dûment rempli, le présent questionnaire, si ces personnes ont été agréées ou non. »

La feuille comporte plus bas deux compartiments : celui de gauche, destiné aux « noms » des travailleurs ; celui de droite, portant l'indication : « Répondre par oui ou non », en regard des noms.

Plus bas : « Avez-vous encore besoin de personnel ? Observations. »

Toutes ces formalités témoignent, on le voit, du souci de s'acquitter avec minutie de l'opération du placement.

Mais il y aurait long à dire sur les procédés de l'Office départemental tendant à inviter les sans-travail à avoir recours à ses services. Une véritable réclame, sous formes d'affiches, de prospectus, a été organisée, dont les résultats se traduisent par un chiffre toujours plus élevé des placements. C'est là un effort sérieux vers la « gestion commerciale » d'un « service public », termes qui paraissent en antinomie ; l'exemple mériterait d'être suivi.

D'ailleurs, l'initiative de chaque directeur de Service a pu se donner libre cours vers une organisation tenant compte du particularisme professionnel de sa clientèle et adéquate à l'intensité, la variabilité, la nature des exigences à satisfaire. Celles-ci, en effet, diffèrent avec chaque spécialité : alors que la Section de l' « Industrie du Vêtement », par exemple, verra affluer plus particulièrement, au début de la semaine, les chômeurs dont les comptes ont été généralement liquidés le samedi chez leurs derniers employeurs, l'activité de la Section « Restaurateurs-Limonadiers » se manifeste, au contraire, en fin de semaine. Dans telle autre profession, le début de chaque mois sera une période d'activité intense, comme chez les « Gens de Maison » qui louent leurs services au mois.

Les locaux de l'office ont été judicieusement choisis suivant le genre de la clientèle appelée à les fréquenter ou la façon dont se formulent, dans les diverses sections, les offres et les demandes d'emplois.

Chaque spécialité a, en quelque sorte, son quartier d'élection à Paris. C'est là que l'office s'est efforcé d'établir son Service.

Dans les entreprises nécessitant un service de bureau important, comme dans l'Industrie du Vêtement, les offreurs d'emploi passent généralement

leurs offres par poste. D'où la nécessité, pour le Service correspondant, d'un mode de dépouillement rapide du courrier; ici, le personnel de bureau doit être plus important. Dans d'autres sections comme celle des « Restaurateurs-Limonadiers », celle des « Bouchers », celle des « Coiffeurs », dont les employeurs ont un service de bureau restreint, la plupart des offres est reçue verbalement; là, les salles d'attente doivent être plus spacieuses.

On voit que l'organisation rationnelle, la gestion méthodique d'un bureau de placement exigent, chez les fondateurs et les administrateurs, de sérieuses capacités. Le problème est complexe et relève de l'art autant que des méthodes scientifiques. Mais seule, la connaissance de la « psychologie ouvrière » acquise au cours de la fréquentation quotidienne de la clientèle permettra aux administrateurs de modifier leur service dans le sens de l'amélioration. C'est l'expérience qui leur révélera le meilleur moyen à employer surtout dans les détails qui ont souvent leur importance ici. Par exemple, l'entrée et la sortie des demandeurs d'emploi doivent s'effectuer par des portes différentes. Il semble une mesure d'ordre bien secondaire et cependant les administrateurs expérimentés y attachent beaucoup d'intérêt.

C'est que la prospérité des institutions sociales

tient au détail de la méthode pratiquée, autant qu'aux principes directeurs qui les guident. Or, en ce qui concerne l'Office départemental de la Seine, ces principes sont précisément ceux du placement rationnel dont nous avons antérieurement défini les caractères. Nous venons de constater aussi l'excellence de ses procédés. Dès lors, ses louables efforts devaient être vite couronnés de succès, succès qui va toujours croissant et classe l'Office départemental de la Seine parmi les institutions de placement les plus importantes qui soient au monde.

Vu :

Le Président de Thèse,

H. TRUCHY.

Vu :

Le Doyen,

F. LARNAUDE.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur

de l'Académie de Paris,

L. POINCARÉ.

BIBLIOGRAPHIE

Bulletins de l'Association française pour la Lutte
contre le Chômage.

Bulletin municipal officiel de la Ville de Paris.

Bulletins du Ministère du Travail.

Circulaires de l'Office central de Placement.

Documents du Conseil général de la Seine.

Journal officiel.

Journal « La Main-d'Œuvre agricole ».

Picquenard : Rapport sur les Bureaux de Placement
en Allemagne (annexé à la circulaire ministérielle
du 14 mars 1910).

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION	7
CHAPITRE I. — Le chômage depuis la mobilisation jusqu'à l'heure actuelle	13
CHAPITRE II. — Les bureaux de placement muni- cipaux pendant la guerre.	29
CHAPITRE III. — Les organismes nouveaux de placement.	45
SECTION I. — <i>L'office central de place- ment des chômeurs et réfugiés . . .</i>	46
SECTION II. — <i>Les offices départementaux. L'office départemental de la Seine.</i>	62
SECTION III. — <i>Le placement agricole. . .</i>	81
<i>Office national de la main-d'œuvre agricole.</i>	84
<i>Comités et offices départementaux. — La main-d'œuvre étrangère et coloniale</i>	87
CHAPITRE IV. — L'état actuel du marché du travail.	95
CONCLUSION	107
APPENDICE. — La méthode de l'office départe- mental de la Seine.	115



